

#وعينا - يحمينا #سلامتك - مسؤوليتك



GUERRE D'ALGERIE :

La France ouvre ses archives judiciaires et policières

page:3

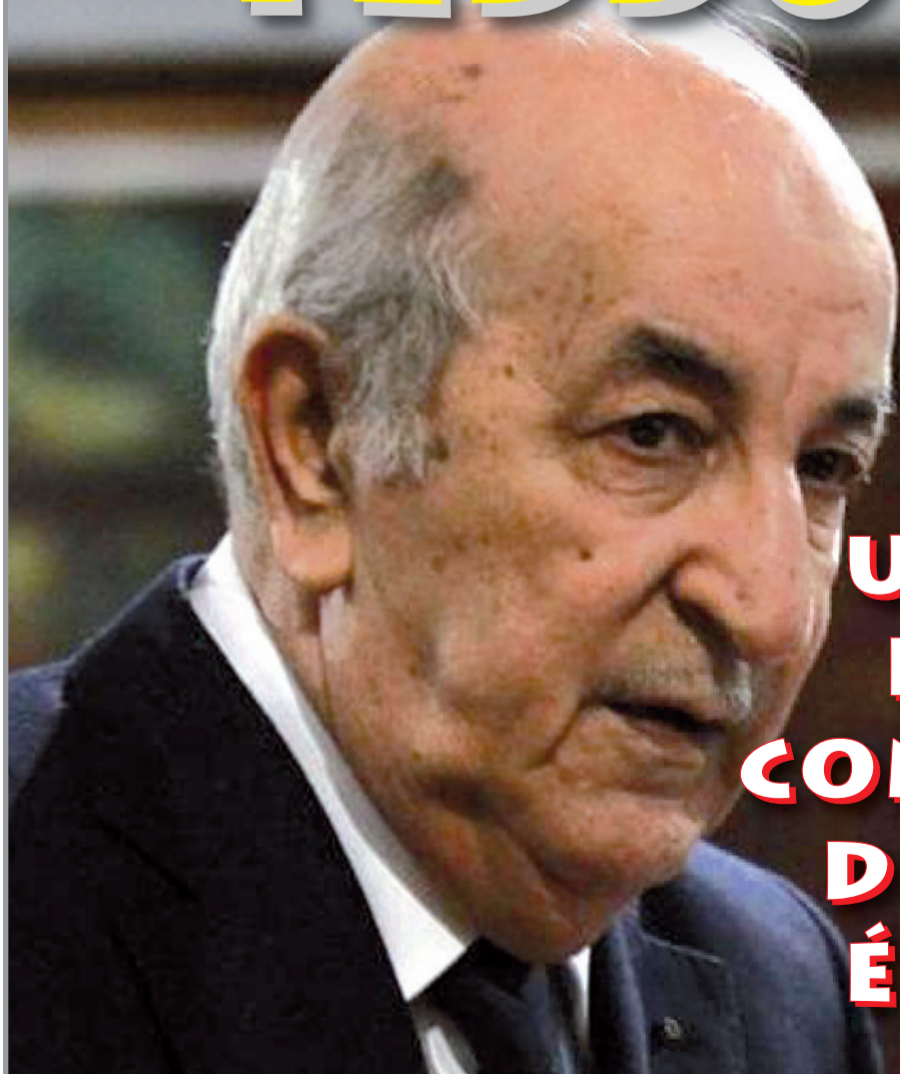
ED DIWAN



Quotidien national d'informations - Samedi 25 décembre 2021 - Prix : 15 DA - Tirage 2000

RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL DE LA NATION :

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE



**SIGNE
UN DÉCRET
PORTANT
CONVOCATION
DU COLLÈGE
ÉLECTORAL**

page:2

Actualité

LE GENERAL DE CORPS D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA :

« La préservation de la sécurité nationale incombe à tous, particulièrement l'élite »



page:2

LOCALES DU 27 NOVEMBRE :

Le président de l'ANIE annonce les résultats définitifs du scrutin

2

AÏMENE BENABDERRAHMANE :

« Le paiement électronique permettra d'absorber la masse monétaire en circulation dans le secteur informel »

3

L'Opération de recensement du foncier industriel terminée

3

RENOUVELLEMENT PARTIEL DU CONSEIL DE LA NATION :

Le Président Tebboune signe un décret portant convocation du collège électoral

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé, mercredi, un décret présidentiel portant convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la nation, qui aura lieu le 05 février, indique un communiqué du Conseil de la nation.

En vertu des dispositions des articles 121 et 122 alinéa 02 de la Constitution, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a signé, ce jour 17 Djoumada El Oula 1443 correspondant au 22 décembre 2021, un décret présidentiel portant convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres du Conseil de la nation, qui aura lieu le 05 février 2022", précise le communiqué.



LE GENERAL DE CORPS D'ARMEE SAÏD CHANEGRIHA: « La préservation de la sécurité nationale incombe à tous, particulièrement l'élite »

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a affirmé mercredi à Alger que l'adhésion aux efforts de préservation de la sécurité nationale est une responsabilité qui incombe à "tous les Algériens", particulièrement à "l'élite" nationale dans les différents domaines, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Je ne manquerai pas, en cette occasion, de vous rappeler une question des plus importantes qui pourrait être omise par certains, à savoir que souscrire au devoir de la sauvegarde de la sécurité nationale est une mission qui n'est pas réservée à des institutions spécifiques de l'Etat, mais relève de la responsabilité de tous les Algériens qui doivent être parfaitement conscients de toutes ces données objectives", a souligné le Général de Corps d'Armée, en présidant l'ouverture d'un séminaire sur "les nouvelles menaces au Sahel africain et leurs retombées sur la sécurité nationale de l'Algérie". "Il est certain que la part de responsabilité des élites nationales, administratives, académiques et médiatiques, est plus grande que celle qui incombe aux autres. Ainsi, il est du devoir de cette élite d'accomplir parfaitement son rôle, chacun dans son lieu d'exercice et dans la limite de ses prérogatives", a-t-il ajouté lors de ce séminaire organisé au Cercle national de l'Armée à Béni-Messous par l'Institut des études supérieures en sécurité nationale, dans l'objectif d'apporter une "vision prospective sur la nature des mutations qui marquent la région du Sahel africain et sur les moyens permettant de prémunir notre pays de leurs retombées". Le Général de

Corps d'Armée a salué en cette occasion les "efforts colossaux" consentis par les personnels de l'ANP mobilisés le long des frontières nationales. "Je ne manquerai pas également de saisir cette opportunité pour saluer les efforts colossaux consentis par les personnels de l'ANP, digne héritière de l'Armée de libération nationale, mobilisés tout au long de nos vastes frontières, conscients de la responsabilité dont ils ont la charge, pour défendre la souveraineté de la Patrie et son unité populaire et territoriale, et préserver la dignité de la Nation algérienne dont ils sont fiers d'appartenir", a-t-il indiqué. Saïd Chanegriha a ensuite mis en exergue que toutes les tentatives de porter atteinte à la cohésion nationale ont essuyé un échec et "se sont retournées contre leurs instigateurs", ajoutant que "la force de cette cohésion nationale est le plus grand affront à ceux qui rêvent de nuire à l'unité nationale". "Cette appartenance est devenue la cible de toutes ces tentatives de remise en doute et de dénigrement de la part de parties hostiles qui se hasardent vainement à renier la cohésion nationale entre Algériens, en tant que Nation unie dont les racines remontent loin dans l'histoire", a-t-il mis en garde. "Ce ne sont que des tentatives désespérées et avortées qui se sont retournées contre leurs instigateurs, car elles n'ont fait qu'affermir la cohésion entre les Algériens qui sont conscients des véritables ennemis de la nation. Des ennemis qui usent de propagande médiatique et intellectuelle comme moyen pour atteindre leurs objectifs sournois. Cette forte cohésion entre les composantes d'une même nation lors des épreuves et des crises est un

grand affront destiné à ceux qui rêvent de nuire à l'unité nationale", a-t-il soutenu. A l'issue, le Chef d'Etat-major de l'ANP a annoncé l'ouverture officielle de ce séminaire dont les travaux se sont poursuivis par l'animation de plusieurs conférences axées dans leur ensemble sur "les dernières évolutions de la situation prévalant dans la région du Sahel africain, les grands dangers pouvant être engendrés par la prolongation de l'état d'instabilité sécuritaire et leurs dimensions géostratégiques néfastes sur la région, la prospective des débouchées probables des conflits multiformes, ainsi que les moyens d'y faire face dans le cadre des procédés légaux et réglementaires à même de garantir l'intérêt suprême des populations de la région", précise le communiqué. "Ces interventions ont été également marquées par de riches débats et interventions de spécialistes et cadres ayant mis à contribution leurs visions et expertises", relève la même source. Etaient présents à ce séminaire le secrétaire général de la Présidence, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire, le Général d'Armée, Commandant de la Garde républicaine, le conseiller du président de la République, chargé des Affaires en lien avec la Défense et la Sécurité, ainsi que le directeur général de l'Institut national de l'étude de la stratégie globale, le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, le Commandant de la 1ère Région militaire, les chefs de Départements et les chefs de Services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP.

LOCALES DU 27 NOVEMBRE : La loi électorale fera l'objet d'une révision

La loi organique portant régime électoral fera l'objet d'une révision à l'avenir, a affirmé le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats définitifs des Locales du 27 novembre, tenue mercredi à Alger, M. Charfi, a précisé que « la loi organique portant régime électoral est l'un des textes à réviser à l'avenir », a précisé M. Charfi. Le président de l'ANIE a indiqué, à cet égard, que l'élaboration de la présente loi électorale « est intervenue dans une conjoncture exceptionnelle qu'a connue le pays, une situation qui a imposé la réédification des institutions de l'Etat dans l'ère de l'Algérie nouvelle, et ce, conformément aux engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune ». « Les résultats définitifs des dernières élections locales sont obtenus aujourd'hui grâce à la conjugaison des efforts de tout un chacun et à la faveur de la présente loi électorale qui, bien qu'élaborée dans l'urgence, a permis de protéger le droit des citoyens dans le choix de ses représentants en toute transparence et en toute crédibilité », a-t-il ajouté. « Le président de la République avait évoqué la possibilité de réviser la présente loi électorale de façon plus large et plus profonde pour qu'elle soit applicable en tout temps », a rappelé M. Charfi faisant savoir que l'élaboration de cette loi "prendra le temps qu'il faudra". Par ailleurs, l'intervenant a affirmé que « les situations de blocage enregistrées dans certaines assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW), élues le 27 novembre dernier, ne relèvent pas des prérogatives de l'ANIE et sont soumis aux textes de loi sur la commune et la wilaya ». Evoquant des informations faisant état de « l'intrusion de l'argent sale » en ce qui concerne les alliances politiques ayant marqué certaines assemblées locales après l'annonce des résultats préliminaires du 30 novembre dernier, M. Charfi a souligné que les informations parvenues à l'ANIE indiquent que « ces alliances ont barré la route aux pratiques douteuses et ont eu un impact positif ».

LOCALES DU 27 NOVEMBRE : Le président de l'ANIE annonce les résultats définitifs du scrutin

Le taux de participation national au scrutin des élections locales qui s'est tenu le 27 novembre dernier a atteint 36,58% pour les Assemblées populaires communales (APC) et 34,76% pour les Assemblées populaires de wilaya (APW), selon les résultats définitifs annoncés mercredi à Alger par le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Concernant l'élection des APC, le nombre de votants a atteint 7.514.422 électeurs, celui des voix exprimées a été de 6.377.684, alors que le nombre des bulletins nuls a enregistré un total de 1.136.738 bulletins, a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse au centre international des conférences (CIC). Pour les APW, le nombre d'électeurs a atteint 6.902.222, celui des voix exprimées 5.561.357 et des bulletins nuls 1.340.865. Le corps électoral lors de ce scrutin a atteint 23.717.479 électeurs.

Tous les recours tranchés, résultats inchangés à l'exception de 4 cas

Tous les recours enregistrés dans le cadre des élections des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) du 27 novembre dernier "ont été tranchés", a indiqué mercredi le président de l'ANIE, soulignant que les "résultats annoncés demeurent inchangés à l'exception de 4 cas". Le nombre de recours introduits au niveau des tribunaux administratifs concernant les élections des APC s'est élevé à 835 recours dont 145 déposés par des listes indépendantes et 690 autres par des partis politiques,



a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats définitifs des Locales. "Tous ces recours ont été tranchés", a affirmé le président de l'ANIE qui a fait état de 839 recours jugés irrecevables et 6 autres acceptés. Pour les APW, "442 recours ont été introduits dont 82 par des listes indépendantes et 360 autres par des partis politiques", a ajouté M. Charfi. De son côté, le Conseil d'Etat a recensé "367 appels dont un (1) seul a été accepté", a-t-il encore précisé. "Ces recours n'ont donné lieu à aucun changement dans les résultats annoncés à l'exception de quatre (4) cas", a relevé M. Charfi. Il a rappelé dans ce sens qu'un seul candidat du front Al Moustakbal à l'APW de Saida a été nommé sur décision du tribunal administratif. S'agissant des APC, M. Charfi a relevé la nomination sur décision du tribunal administratif du candidat de la liste indépendante "wihda wa Taghyir" à la commune Oum Laassel (Tindouf), d'un candidat de la même liste à la commune Idles (Tamanrasset), outre un candidat de la liste indépendante "Takatoul Ahrar" à la commune de Boumagueur (Batna).

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site : www.eddiwan.net
Email :
contact@eddiwan.net
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 03 29
- 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

AÏMENE BENABDERRAHMANE : « Le paiement électronique permettra d'absorber la masse monétaire en circulation dans le secteur informel »

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a déclaré, jeudi à Alger, que le développement de l'économie numérique et du paiement électronique permettra de faire aboutir les efforts de l'Etat visant à absorber la masse monétaire en circulation dans le secteur informel, appelant tous les acteurs à appuyer efficacement cette démarche.

Dans une allocution à l'ouverture de la cérémonie de signature de l'accord portant lancement de l'interopérabilité des systèmes de paiement électronique entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire, organisée au Centre international de conférences (CIC), M. Benabderrahmane a précisé que le développement de l'économie numérique et du paiement électronique permettra de faire aboutir les efforts de l'Etat visant à absorber la masse monétaire en circulation dans le secteur informel, et de rétablir la confiance des citoyens dans les institutions financières et bancaires et les systèmes de paiement qui doivent être faciles, rapides et efficaces et sécurisés. "Le gouvernement progresse dans la mise en œuvre de ses engagements, en intensifiant ses efforts visant à réaliser la transformation numérique globale, en assurant un environnement propice à la construction de l'économie du savoir à travers le développement des infrastructures et des installations d'appui des Technologies de l'information et de la communication (TIC), en améliorant la connexion internet au profit des citoyens, des opérateurs économiques et des administrations publiques et en intensifiant le réseau des télécommunications pour élargir l'accès au réseau Internet haut et très haut débit, étant parmi les conditions nécessaires au développement du paiement électronique", a-t-il ajouté. Soulignant



que "le succès du développement du paiement électronique dans notre pays dépend de la contribution de tous les acteurs, chacun dans son domaine de compétence", M. Benabderrahmane a ajouté que "l'avenir du commerce électronique en Algérie dépend aussi de la réussite de la généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique dans les différentes transactions". Le Premier ministre a appelé tous les acteurs, notamment les organisations professionnelles auxquelles sont

affiliés les opérateurs économiques, les commerçants et les artisans, et les acteurs de la société civile, comme les associations de protection des consommateurs, à contribuer efficacement au soutien de cette démarche que nous ambitionnons de concrétiser ensemble, notamment à travers la sensibilisation et la vulgarisation des avantages du paiement électronique". M. Benabderrahmane a également appelé les centres de recherches, les startups et les micro-entreprises à "adhérer à cette démarche,

en développant des solutions numériques innovantes et des applications y afférentes, via les plateformes et les portails disponibles sur le réseau Internet". Le Premier ministre a affirmé que le "gouvernement est toujours prêt à accompagner toutes les initiatives permettant de contribuer à la réussite du processus de réformes profondes engagées par l'Etat dans tous les domaines, en réponse aux aspirations du peuple algérien à l'édification d'une Algérie moderne".

L'Opération de recensement du foncier industriel terminée

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a annoncé, jeudi à Alger, l'achèvement de l'opération de recensement du foncier industriel en zones industrielles et zones d'activité, précisant que les lots disponibles et récupérés (inexploités) seront redistribués aux véritables investisseurs. Répondant à une question du membre du Conseil de la nation, Ayache Djebablia (FLN) lors d'une plénière présidée par Ahmed Bennai, vice-président du conseil, M. Zaghdar a fait savoir

que "l'opération de recensement a touché toutes les wilayas", précisant que son département ministériel était sur le point de "récupérer les fonciers inexploités pour les redistribuer aux investisseurs productifs". Le ministre a souligné, dans ce cadre, l'importance du foncier industriel, une richesse "très demandée" par les opérateurs économiques, saluant les dispositions prises par les pouvoirs publics pour assurer le foncier industriel, en modifiant son système de gestion pour

lever les obstacles et faire face aux cas de blocage dans l'octroi et la gestion du foncier. Il a évoqué, à ce titre, la création de la nouvelle agence du foncier industriel, un organisme à même de lever les obstacles bureaucratiques pour faciliter l'obtention du foncier, vu qu'il jouira de toutes les prérogatives dans l'opération de distribution et d'aménagement de ces zones. A une question sur la possible création de nouvelles zones industrielles dans la wilaya de Batna, le ministre a

précisé que Batna, qui figure parmi les wilayas des Hauts Plateaux auxquelles les pouvoirs publics accordent un grand intérêt, dispose de quatre zones industrielles (Batna, Barika, Aris et Ain Yakout) avec une superficie de 626 ha, répartie en 457 lots réservés aux projets d'investissement. Cette wilaya compte aussi neuf zones d'activités d'une superficie totale de 389 hectares, répartie sur 652 lots dédiés à abriter les projets d'investissement, a-t-il ajouté.

DOUANES :

Un mouvement partiel dans le corps des responsables

La Direction générale des douanes (DGD) a opéré jeudi un mouvement partiel touchant les cadres douaniers à l'échelle nationale, a indiqué un communiqué de la direction. Ce mouvement périodique concerne des services centraux et d'autres dans les territoires de compétence des directions régionales, ainsi que des services à compétence territoriale de wilaya, selon le communiqué repris par l'agence APS. Ont été nommés, dans ce cadre, la directrice du Centre national de forma-

tion douanière au niveau central, et sept hauts fonctionnaires au poste de directeurs régionaux des douanes de Tlemcen, Béchar, Tamanrasset, Ouargla, Annaba, Sétif et Blida. Le mouvement partiel concerne également les sous-directeurs régionaux des contentieux douaniers et du recouvrement dans les territoires de compétence des directions régionales de Sétif, Laghouat, Ouargla et Tamanrasset, ainsi que les sous-directeurs régionaux des techniques douanières dans les

territoires de compétence des directions régionales de Béchar et de Laghouat, outre deux sous-directeurs régionaux de la gestion des moyens au Port d'Alger et des infrastructures à Annaba. Sont concernés par le mouvement partiel, les inspecteurs divisionnaires des douanes nommés dans les territoires de compétence d'El Tarf, Bir El Ater, Oum El Bouaghi, Skikda, Ain Tmouchent, Sidi Bel Abbas, Port d'Oran et Ain Taya. Ce mouvement périodique « important » vient « concrétiser le

rôle stratégique et axial des services douaniers lors des diverses interventions sur le terrain, renforcer les efforts déployés dans le domaine du traitement douanier et consolider rigoureusement l'efficacité de la surveillance ». Il tend également à « promouvoir la performance douanière afin de défendre et protéger l'économie nationale et le citoyen, en faisant face à toutes formes de fraude, de contrebande et de criminalité économique transfrontalière », note le communiqué.

GUERRE D'ALGERIE : La France ouvre ses archives judiciaires et policières

La France a ouvert certaines de ses archives sur la Guerre d'Algérie. En vertu d'un texte publié ce jeudi 23 décembre au journal officiel français, la France a ouvert ses archives relatives aux affaires judiciaires et aux enquêtes de police en relation avec la Guerre d'Algérie entre le 1er novembre 1954 et le 31 décembre 1966. Selon l'agence AFP qui rapporte l'information, l'arrêté du ministère français de la Culture rend consultables toutes « les archives publiques produites dans le cadre d'affaires relatives à des faits commis en relation avec la guerre d'Algérie entre le 1er novembre 1954 et le 31 décembre 1966 ». Cela concerne « les documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions et à l'exécution des décisions de justice » et « les documents relatifs aux enquêtes réalisées par les services de la police judiciaire », selon la même source. Ces archives sont « conservées aux Archives nationales, aux Archives nationales d'outre-mer, dans les services départementaux d'archives, dans le service des archives de la préfecture de police, dans les services d'archives relevant du ministère des armées et à la direction des archives du ministère de l'Europe et des affaires étrangères », précise l'arrêté. Toutes ces archives étaient de droit non consultables pendant 75 ans, sauf en obtenant une dérogation.

REVISION PERIODIQUE DES LISTES ELECTORALES : Près de 59.000 nouveaux inscrits

Le nombre de nouveaux inscrits aux listes électorales au terme de la période de la révision périodique des listes électorales (12 au 16 décembre en cours) s'est élevé à près de 59.000 nouveaux inscrits, a fait savoir mercredi le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Lors d'une conférence de presse consacrée à l'annonce des résultats définitifs des élections locales, M. dévoilé le bilan définitif de la révision périodique des listes électorales, faisant état de 58.816 nouveaux inscrits dont 26.778 hommes et 31.970 femmes. "C'est pour la première fois que le nombre des nouvelles femmes inscrites dépassent le nombre des hommes nouvellement inscrits, avec 30%", a-t-il indiqué, relevant la radiation de plus de 19.000 cas pour décès en plus des cas de changement de résidence et d'inéligibilité. Pour rappel, l'ANIE avait appelé les citoyens non-inscrits sur les listes électorales, notamment ceux âgés de 18 ans le 31 décembre 2021, à s'inscrire au niveau de la commune de leur résidence, conformément aux articles 62 et 65 de la loi organique portant régime électoral.

AGRICULTURE : 5000 tracteurs et 1000 moissonneuses produits localement

Les capacités de production d'équipements et de machines agricoles ont augmenté d'environ 5 000 tracteurs par an après la création d'une coentreprise avec l'américain Massey Ferguson et d'environ 1 000 moissonneuses par an avec le partenaire finlandais Sampo. C'est ce qu'a fait savoir lundi le PDG de l'Entreprise nationale de production de matériels agricoles trading (PMAT), Attouchi Salah, sur les ondes de la radio chaîne 1, relevant que les programmes de partenariat ont atteint les résultats souhaités dans le développement de la production agricole, après que le taux d'intégration ait atteint environ 70 % pour les moissonneuses-batteuses et environ 45 % pour les tracteurs. « Plusieurs joint-ventures spécialisées dans la fabrication de matériel agricole ont été créées au cours des dernières années, dans le but de promouvoir le secteur agricole et d'augmenter la capacité de production », a indiqué le PDG de PMAT. « Le programme de fabrication de machines agricoles a été lancé dans les années 70 à travers la création de plusieurs entreprises nationales qui sont actuellement en cours de modernisation avec l'appui de l'Etat dans le cadre du développement de la filière agricole et de l'incitation au travail de l'agriculteur pour élever les capacités de production et répondre aux besoins du marché national des produits agricoles », a-t-il expliqué.

LE MINISTRE DU TRAVAIL : « Prise en charge du dossier de l'emploi, une priorité pour le Gouvernement »

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Cherfa, a affirmé, jeudi à Alger, que la prise en charge du dossier de l'emploi figurait parmi "les priorités" du Gouvernement, relevant l'existence d'une coordination entre les secteurs concernés afin de contribuer dans ce domaine.

Répondant à une question du membre du Conseil de la nation, Mohamed Boubatima, sur l'emploi des diplômés universitaires, lors d'une plénière consacrée aux questions orales, le ministre a fait savoir que "le dossier de l'emploi s'inscrivait en droite ligne des priorités du Gouvernement, compte tenu de sa relation avec le développement social et économique créateur de richesse et de postes d'emploi", soulignant la coordination des efforts des secteurs concernés dans ce domaine. Après avoir fait état des mesures prises en matière de promotion de l'emploi, à l'instar de la commission nationale en tant qu'appareil consultatif et d'évaluation de toutes les questions liées à l'emploi, M. Cherfa a rappelé les missions de cette commission, composée de représentants de plusieurs secteurs, qui vise à mettre en oeuvre les programmes de développement de l'emploi et proposer des mesures pour l'amélioration des programmes publics dans ce domaine, outre le développement des initiatives locales pour la promotion de l'emploi. Il a rappelé, en outre, les acquis réalisés dans le domaine de l'emploi, notamment en termes de



nombre de postes d'emploi au profit des diplômés universitaires, en sus de la création de projets dans le cadre de la création de micro-entreprises. "En dépit de la conjoncture sanitaire qu'a connu le pays du fait de la pandémie du covid-19 et ses retombées sur le monde du travail, une continuité a été enregistrée quant à la création d'activités et de nouveaux postes d'emploi au profit des jeunes", a assuré le ministre, relevant les efforts du Gouvernement visant à met-

tre en place une série de mesures et de mécanismes à même de renforcer l'accompagnement et d'appui de la création de micro-entreprises et de start-up. En réponse à une autre question du sénateur, Abdelkader Djedia sur les mesures prises pour la prise en charge du dossier de l'emploi au Sud, particulièrement à Ouargla, le ministre a souligné que son secteur veille au bon déroulement de ce domaine, ajoutant que "le traitement de la question de l'emploi né-

cessite la conjugaison des efforts de tout un chacun et la mise en place des mesures adaptées aux exigences du marché du travail au niveau local". Il a rappelé, dans ce sens, les mesures prises pour la gestion du marché du travail dans les wilayas du Sud, notamment en ce qui concerne une gestion transparente et ferme de ce dossier. Pour ce qui est du renforcement du contrôle dans le domaine de l'emploi, M. Cherfa a affirmé avoir "instruit les services d'inspection de veiller à l'application des procédures législatives et réglementaires en vigueur", mettant en avant les mesures prises pour la modernisation du service public de l'emploi, à l'image du traitement à distance des offres d'emploi à l'échelle nationale. Cette modernisation, ajoute M. Cherfa, vise à "unifier les procédures d'emploi en matière d'offres d'emploi et réduire les délais de traitement en toute transparence dans les délais impartis", en sus de la communication des offres aux demandeurs d'emploi par SMS en vertu des conventions de partenariat signées par l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) et les opérateurs de téléphonie mobile.

Plus de 1.000 cadres ont bénéficié de formation dans la finance islamique en 2021

Plus de 1.000 cadres du secteur bancaire, public et privé, ont bénéficié d'une formation spécialisée dans le domaine de la finance islamique durant l'exercice 2021, au niveau de l'Institut de formation bancaire (IFB), a indiqué mardi à Alger un responsable de cet institut. "Le module de la finance islamique qui existait auparavant dans les programmes de l'IFB, a toujours été dispensé à titre de culture générale mais depuis la promulgation du règlement 20-02 et l'instruction 20-03 de la Banque d'Algérie qui mis le cadre réglementaire de la finance islamique (en élargissant ce créneau aux banques conventionnelles), nous avons une forte demande pour former les ressources humaines et améliorer les compétences des cadres exerçant au niveau des banques et guichets islamiques", a expliqué le directeur des formations thématiques et spécifiques de l'IFB, Ali Benali. M. Benali s'exprimait lors de la rencontre annuelle de l'IFB qui a regroupé les responsables des ressources humaines et de la formation des banques et établissements financiers au siège de l'institut. "L'institut regroupait des formateurs, des spécialistes et des experts nationaux et internationaux pour répondre à la demande croissante des banques qui s'étaient lancées dans ce créneau, et permettre ainsi à son personnel affectés à des guichets de finances islamiques de pouvoir prendre en charge les demandes de prestations et de financements islamiques", a-t-il expliqué. Le parcours de cette formation s'articule sur les fondamentaux de la finance islamique et de ses principes, le cadre réglementaire et les normes charaïques, le déploiement de la finances islamique (mourabaha, moucharaka..) et enfin un module qui traite des risques qui sont liés à ses activités. De son côté, le directeur général de l'IFB, Athmane Malek a fait savoir que le programme de son institut comptait 300 thématiques portant sur la profession bancaire. "Ces modules dispensés par l'Institut de formation bancaire au profit du personnel des banques publiques et privés cadrent parfaitement avec leurs besoins en prenant en considération l'évolution du marché financier et ses exigences conjoncturelles", a-t-il fait valoir. Il a ajouté que l'adaptation des offres de formation exigeait une mise à jour continue des cursus de formation. Concernant le volume de formations dispensées par l'IFB au titre de l'année 2021, M. Malek a fait part de plus de 10.000 participations, précisant en que ce chiffre englobait les formations diplômantes, certifiantes et qualifiantes. En outre, 100 thématiques ont été développées au profit de toutes les banques et les établissements financiers de la place, a ajouté le premier responsable de l'IFB. Dans ce sillage, il a affirmé que la prochaine édition (2022) a été enrichi avec de nouvelles thématiques liées à la dynamique commerciale, à la gestion et le pilotage des risques, au contrôle et à la supervision bancaire, au développement des services monétique et au développement de la finance islamique.

CONDOR ELECTRONICS

Prochainement, les premières exportations régulières vers la Côte d'Ivoire

La société algérienne Condor Electronics, spécialisée dans l'industrie électronique et électroménagère, compte exporter prochainement ses produits de manière "régulière" vers la Côte d'Ivoire, a indiqué à l'APS un responsable de la société. Ces exportations interviennent suite à la signature en juin dernier d'un contrat de distribution entre Condor Electronics et un partenaire ivoirien. Le contrat prévoit d'expédier les références de la marque algérienne pas seulement en Côte d'Ivoire mais aussi vers ses pays voisins tel que le

Ghana, le Mali, a souligné le directeur général adjoint de Condor Electronics, Mohamed Salah Daas, en marge de la participation de cette société à la 29e édition de la Foire de production algérienne (FPA). "Le partenaire ivoirien se déplacera en Algérie au cours de la semaine prochaine pour régler les derniers détails, en prévision de réaliser la première expédition de produits", a-t-il annoncé. Condor Electronics a réalisé un chiffre d'affaires cumulé à l'export de l'ordre de 80 millions de dollars lors des trois dernières an-

nées, a précisé M. Daas rappelant que les produits de la marque sont déjà présents en Tunisie, en Libye en Mauritanie, au Sénégal, au Bénin et au Congo, a-t-il souligné. Dans le but d'être plus compétitif sur les marchés africains qu'elle cible "en priorité", Condor a investi dans une unité de production du panel télé (dalles) afin d'augmenter le taux d'intégration de ces téléviseurs et baisser leur prix. Cet investissement avec une capacité journalière qui varie, selon la taille de l'écran entre 1.000 et 1.800 unités, permettra à

Condor de porter le taux d'intégration à 62% alors qu'il était à 22% auparavant, ce qui impactera le prix des téléviseurs qui "baissera en conséquent de 15% grâce à cette intégration", précise M. Daas. Les téléviseurs ne sont pas le seul segment de produits de la marque algérienne à bénéficier d'un taux d'intégration "important", selon le responsable, puisque le chauffage "est à 100% intégré, ainsi que la cuisinière", au moment ou un modèle de lave-linge présente un taux d'intégration "qui dépasse les 60%".

ALGERIE-EGYPTE:

Un forum économique prévu durant le 1er trimestre 2022

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) a convenu, jeudi, avec son homologue égyptienne de réactiver le Conseil d'affaires algéro-égyptien et d'organiser un forum économique durant le premier trimestre de 2022. Un accord convenu lors d'une séance de travail qui a réuni, par vidéoconférence, la DG de la CACI, Wahiba Bahloul, avec le DG de la Fédération des chambres de commerce égyptiennes, Alaa Ezz, avec la participation de l'attaché commercial à l'ambassade d'Egypte en Algérie, Yasser Al-Qurani, indique un communiqué de la CACI. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations commerciales algéro-égyptiennes, en ce sens que "de nombreuses questions liées à la construction d'une économie forte et diversifiée au profit des deux pays ont été abordées". Il a également été question de "travailler ensemble pour surmonter les difficultés et relever les défis auxquels sont confrontés



les économies des deux pays", à travers "l'intensification des échanges commerciaux, l'unification des positions dans les foras internationales et régionales, et la consolidation des liens et des échanges de délégations économiques entre les deux chambres".

Dans le même contexte, les deux parties ont souligné "l'importance de renforcer la coopération et les relations multilatérales dans divers domaines, notamment en unifiant les visions, les orientations et les positions dans le cadre de l'Union des chambres arabes ou encore de

l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME), étant donné que l'Egypte préside la session actuelle". A noter qu'il a été décidé de réactiver, ce jeudi, le Conseil d'affaires algéro-égyptien, créé officiellement en 2019.

BOUMERDES: Coup d'envoi du Salon de l'environnement et des clubs verts

Près d'une centaine de jeunes représentants 20 wilayas du pays prennent part à la 4ème édition du Salon national des clubs verts ouverte jeudi à Boumerdes en présence des autorités locales et de représentants d'associations de la société civile et d'organismes concernés.

La cérémonie d'ouverture de cette manifestation, qui s'étalera sur quatre jours, a été marquée par l'inauguration d'une exposition mettant en exergue des innovations et réalisations de jeunes dans le domaine de l'environnement et du recyclage des déchets. Les jeunes participants à cet événement, abrité par la maison de l'environnement de Boumerdes, représentent différents établissements de jeunesse, éducatifs, universitaires et de formation, ainsi que des clubs verts et des organisations de la société civile activant dans le domaine de l'environnement et de la protection du milieu. De nombreux étudiants adhérents à des clubs scientifiques qui se sont distingués en matière d'innovation et des lauréats de prix nationaux et internationaux, ont été honorés à l'occasion de l'ouverture de ce salon. Organisé sous le slogan "le recyclage des déchets, un pas pour le soutien de l'économie nationale" cet événement abordera des questions liées à la gestion des déchets ménagers et au recyclage ainsi que la contribution de cette activité à l'économie nationale. Cette occasion a, aussi, saisi pour honorer la



chercheuse de l'Institut d'électronique de l'université M'hamed Bougara, Cherifi Amel, pour avoir assuré l'encadrement, à titre bénévole, d'un nombre d'étudiants relevant des clubs scientifiques de l'université dans leur projets innovants, ainsi que sa contribution aux préparatifs de l'organisation du premier colloque sur les startups, qui se tiendra prochainement. Outre des activités de sensibilisation, des expositions sur les réalisations et les innovations de jeunes adhérents de clubs verts et d'associations environnementales et sur le recyclage des déchets, sont au menu de ce salon,

qui prévoit aussi des visites guidées vers des pépinières relevant de la conservation locale des forêts et des excursions vers des monuments et sites réputés de la wilaya, dont la Casbah de Dellys (Est de Boumerdes), selon les organisateurs. A cela s'ajoute la programmation d'une série de conférences portant sur différents thèmes liés, entre autres, aux techniques de l'animation environnementale et à la réalisation de projets associatifs dans le cadre de la protection de l'environnement, outre des ateliers de formation dans le domaine du recyclage, parallèlement à un concours sur le meilleur

projet environnemental dans le domaine du recyclage. Selon le directeur de la jeunesse et des sports, Djamel Zebdi, l'organisation de cet événement a pour objectif principal de "faire connaître les clubs et les associations actifs dans le domaine, développer l'activité environnementale dans les établissements de jeunesse et faire la promotion des méthodes modernes en matière de recyclage des déchets, tout en sensibilisant la société sur l'intérêt économique de la valorisation des déchets ménagers". L'autre but visé par cette manifestation, est "l'ancrage de la culture environnementale au sein des jeunes, l'accompagnement des projets visant la protection de l'environnement, le développement de l'esprit environnemental et l'encouragement des jeunes à investir dans ce domaine", a indiqué le même responsable. Ce salon, organisé par la direction de la jeunesse et des sports (DJS) et la Ligue des activités culturelles et scientifiques des jeunes, en collaboration avec l'Office des établissements de jeunes de la wilaya (ODEJ), sera clôturé par la remise du prix du meilleur exposé et de la meilleure innovation.

OUARGLA : Impératif de rationaliser l'utilisation de l'eau dans le Sud

L'impérative utilisation rationnelle des ressources hydriques en régions sahariennes a été soulignée, mercredi à Ouargla, par le directeur général de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), Mohamed Dramchi. S'exprimant lors de l'inauguration du nouveau siège de l'Agence du bassin hydrographique du Sahara (ABH-Sahara), en présence des autorités locales, M. Dramchi a affirmé qu'il appartenait de "rationaliser l'exploitation de l'abondante ressource en eau disponible dans les régions sahariennes et susceptible de satisfaire, pour de longues années, les besoins de la population et des activités de développement". L'Etat accorde un grand intérêt au développement de l'Agriculture en régions sahariennes, un objectif irréalisable sans de bonnes méthodes d'utilisation rationnelle de la ressource hydrique, a souligné M. Dramchi. Occupant une surface de 3.326 m2 au niveau de la zone des équipements publics à Ouargla, le nouveau siège de l'ABH-S, composé de trois étages, dispose notamment de 38 bureaux, une salle de conférence de 200 places et un parc-auto, s'en sa fiche technique.

LAGHOUAT: La gestion de l'hôtel d'Ain-Madhi confiée au groupe HTT

Le groupe d'hôtellerie, tourisme et thermalisme (HTT) se verra confier la gestion de l'hôtel de wilaya de Laghouat à Ain-Madhi, a annoncé mardi le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hammadi. "Il a été convenu avec les autorités locales de confier la gestion de l'hôtel de wilaya à Ain-Madhi au groupe d'hôtellerie, tourisme et thermalisme", a affirmé M. Hammadi, lors de sa visite de travail d'une journée dans la wilaya de Laghouat. Il a ajouté que "cette structure hôtelière est susceptible de contribuer à l'attrait touristique de la région d'Ain-Madhi, siège du califat général de la Tariqa (confrérie) Tidjania, une importante destination spirituelle pour de nombreux adeptes de la confrérie à travers le monde". Hammadi a mis l'accent, dans ce cadre, sur le développement des infrastructures hôtelières dans cette wilaya qui dispose actuellement de huit (8) hôtels seulement totalisant 425 lits, faisant remarquer que cette capacité, dans une

région aussi importante, est "inadmissible". Il a appelé, de ce fait, les opérateurs privés à lancer davantage de projets touristiques dans la région. Le ministre s'est, par ailleurs, félicité de la délimitation par les autorités locales de trois zones d'expansion touristique (ZET), sur une superficie globale de 110 hectares, au niveau des communes de Laghouat, Aflou et Ain-Madhi, susceptibles de contribuer à l'impulsion du tourisme dans la wilaya. Le ministre a révélé, par ailleurs, que "le département du Tourisme envisage de lancer, en coordination avec le ministère des transports, des dessertes aériennes à destination de pays africains, en vue de faciliter les déplacements des visiteurs et adeptes de la confrérie Tidjania vers le siège du califat général à Ain-Madhi". S'agissant de l'artisanat, M. Hammadi a indiqué que ce secteur a généré cette année plus de 1.000 emplois dans la wilaya de Laghouat, à la faveur du lancement par des arti-

sans locaux de nombreux projets. Des orientations ont été données pour consacrer, au niveau de chaque structure hôtelière, un stand dédié à l'exposition-vente de produits artisanaux de la région, en plus de l'acquisition, dans le cadre de la solidarité intersectorielle, de produits de l'artisanat au profit des nouvelles institutions publiques. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a inspecté, lors de cette visite de travail, l'établissement hôtelier public "Marhaba" à Laghouat, totalisant 70 chambres, et qui a bénéficié d'une opération de réhabilitation. Un hôtel privé de 32 chambres, devant entrer en service au début de l'année prochaine, a fait aussi l'objet de la visite du ministre qui s'est rendu également à la Maison de l'Artisanat pour s'enquérir des modèles de produits d'artisanat de la région. Sur site, le ministre du tourisme s'est engagé à accompagner les artisans qui contribuent à la promotion du patrimoine culturel de la région.

MILA : Renouvellement bientôt du système d'alimentation en eau potable à Chelghoum Laid et Rouached

Les travaux de renouvellement du système d'alimentation en eau potable de la commune de Chelghoum Laid (Sud de Mila) et la région de Sidi Zerrouk dans la commune de Rouached (au Nord), seront bientôt lancés, at-on appris mercredi auprès des services de la Direction des ressources en eau (DRE). Selon le chef du service d'alimentation en eau potable de cette direction, Fatah Lekhal, les travaux de renouvellement et de réhabilitation du système d'alimentation en eau potable du centre de la commune de Chelghoum laid, divisé en quatre secteurs, sera entamé dans quelques jours. Les travaux cibleront, en premier lieu, le secteur n 3 qui a reçu l'aval pour le lancement des travaux, en attendant la finalisation des procédures liées à la désignation d'une entreprise pour la réalisation des travaux du secteur n 2, et ce, au profit de près de 46 000 âmes. S'agissant des secteurs n 1 et 4, les procédures administratives sont en cours, at-il affirmé, rappelant qu'une opération consistant en la réhabilitation du système d'adduction et des ouvrages de stockage de l'eau de la commune

de Chelghoum Laid, a été réalisée dans le cadre du même projet pour une enveloppe financière estimée à 550 millions de DA. Selon M. Lekhal, ce projet "important" qui aura un impact positif sur les habitants de cette région, l'une des grandes villes de la wilaya de Mila en termes de démographie, contribuera une fois les travaux des 4 secteurs achevés, à l'élimination des fuites importantes enregistrées sur le réseau de distribution au centre de Chelghoum Laid et d'améliorer l'alimentation en eau au profit des citoyens. Le parachèvement de ce même projet, a ajouté le même responsable, permettra de mettre fin aux dangers des maladies à transmission hydrique. Dans la commune de Rouached (Nord de Milia), plus exactement dans la zone de Sidi Zerrouk, l'une des zones d'ombre de cette collectivité locale, l'aval a été donné pour le lancement du projet de renouvellement du réseau d'eau potable pour un montant de l'ordre de 17 millions DA et cela dans le but d'améliorer la distribution de l'eau potable en faveur de près de 1700 âmes, a indiqué la même source.

SIDI BEL-ABBES : Alimentation prochaine de 500 foyers des zones d'ombre en énergie solaire

L'opération de raccordement de 500 foyers au réseau d'énergie solaire sera prochainement lancée au niveau des zones d'ombre disséminées à travers le territoire de la wilaya de Sidi Bel Abbès, a-t-on appris auprès du Cabinet du wali. Les entreprises réalisatrices ont été choisies pour lancer l'opération d'installation des panneaux solaires au profit de 500 foyers dans des zones d'ombre du sud de la wilaya qui ne pouvaient pas être raccordés au réseau électrique régulier, a fait savoir la même source. L'opération nécessitera une enveloppe financière de 260 millions DA, déjà dé-

bloquée par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire. En outre, le Cabinet du wali a indiqué que plus de 140 millions DA ont été alloués dans le cadre du Fonds de solidarité et de garantie pour les collectivités locales, à l'effet de fournir de l'énergie solaire à des exploitations agricoles éloignées afin de répondre notamment aux besoins d'irrigation agricole par l'exploitation de pompes ainsi que la mise en service de l'éclairage au niveau des étalles et poulaillers. Dans ce cadre, quelque 40 exploitations agricoles, réparties dans des zones reculées au

relief accidenté et difficilement raccordable au réseau électrique, ont été alimentées en énergie renouvelable, en attendant de généraliser l'opération à d'autres exploitations agricoles, vu le grand nombre des demandes d'agriculteurs souhaitant profiter de cette énergie vitale. Par ailleurs, 80 écoles primaires réparties sur tout le territoire de la wilaya sont alimentées en énergie solaire dans le cadre du programme de transition énergétique. La prise en charge de cette opération est assurée par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, at-on indiqué.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante : www.infofilo63@gmail.com

Krikou présente à Ryad l'expérience algérienne de lutte contre le covid-19

La ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme, Kaouter Krikou, a présenté jeudi en Arabie Saoudite, l'expérience algérienne en matière de lutte contre la pandémie de Coronavirus, mettant en avant les mesures proactives prise pour y faire face, a indiqué un communiqué du ministère.

Dans une allocution prononcée lors de des travaux de la 41e session du Conseil des ministres arabes des Affaires sociales et du Forum du programme sur la gestion des transformations sociales (MOST), tenus en Arabie Saoudite, la ministre a présenté l'expérience algérienne dans la lutte contre la Covid-19, faisant savoir que "l'Algérie a veillé depuis le début de la pandémie à la prise d'une série de mesures préventives et anticipatives sur tous les plans en application des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune". La ministre a indiqué que le "Président de la République a pris des décisions souveraines favorisant l'intérêt humain sur toute autre considération, notamment en ce qui concerne les catégories vulnérables", citant "le congé payé décidé en faveur des femmes enceintes et celles ayant des enfants en bas âge". A ce propos, elle a salué "la contribution arabe à la prise de la décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée +Renforcement d'une riposte rapide nationale et internationale à l'impact du Coronavirus sur les femmes et les filles+, à laquelle ont participé l'Al-

gérie, l'Arabie Saoudite, l'Egypte et bien d'autres, ce qui dénote de la volonté de coordination de l'action arabe au niveau onusien et de la convergence de vues arabes vis-à-vis des dossiers relatifs au domaine social". Lors des travaux du dernier jour de cette session, consacré au débat de l'ordre du jour et à l'approbation des projets de décisions prises durant cette session, la ministre a fait état de l'"adoption d'une politique de sensibilisation régulière et coordonnée entre tous les secteurs et les acteurs de la société civile pour mettre en avant l'ensemble des mesures préventives outre l'emploi de la numérisation à travers le lancement de plateformes électroniques destinées aux personnes âgées et les femmes au foyer afin de les accompagner pour surpasser les séquelles de la pandémie notamment psychiques". Cet espace virtuel a été exploité dans "l'adaptation des services pédagogiques des élèves à même de garantir la continuité de leurs études à travers le recours à des séances d'enseignement à distance tous cycles confondues, notamment au profit des personnes aux besoins spécifiques", a poursuivi la ministre. Etant donné



que le caractère social de l'Etat algérien est l'un de ces principaux fondements et principes constitutionnels, Mme Krikou a affirmé que "le Président Tebboune avait consacré des aides financières aux familles démunies et touchées par la pandémie, outre les aides en nature accompagnées de prise en charge psychologiques". Selon la ministre, la

pandémie "n'a pas affecté la poursuite du processus d'édification institutionnelle de l'Etat, qui a été initié par l'adoption du peuple algérien de l'amendement constitutionnel du 1er novembre 2020 qui a consacré des acquis aux catégories démunies, notamment l'enfant et la femme à travers l'établissement du principe d'égalité entre la femme et l'homme

dans le marché de l'emploi et sa protection contre tous les formes de violence". A cette occasion, la ministre a mis en avant "les efforts consentis par l'Algérie depuis septembre dernier en lançant la production du premier vaccin anti-covid19 localement après avoir entamé la campagne de vaccination au début du mois de janvier 2021". Au terme de son allocution, Mme Krikou a réitéré la détermination de l'Algérie pour le renforcement de l'action arabe commune et la coordination de nos efforts", soulignant "sa disposition à appuyer toutes les initiatives visant la convergence des vues arabes et la coordination de leur volonté dans un cadre unificateur au service de nos peuple". En marge de cette session, la ministre a tenu une série de rencontres bilatérales avec ses homologues de pays arabes, notamment la ministre mauritanienne du Travail social, de l'enfance et de la famille avec qui elle a évoqué le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine social. Mme Krikou a exprimé sa disposition à partager l'expérience de l'Algérie en matière de prise en charge sociale des catégories démunies".

COVID-19:

Aucun nouveau cas du variant Omicron en Algérie

Le Directeur général (DG) de l'Institut Pasteur d'Algérie, Faouzi Derrar a affirmé mercredi à Alger qu'aucun autre cas du variant "Omicron" n'a été enregistré en Algérie après celui découvert à la mi-décembre. "L'Institut Pasteur n'a enregistré, jusque-là, aucun autre cas du variant Omicron en Algérie", a fait savoir M. Derrar dans une déclaration à l'APS, précisant que "l'Institut poursuit les tests et les analyses pour identifier d'autres cas". Les dernières données qui affirment que le variant "Omicron" se transmet rapidement et se propage

dans les voies respiratoires mais n'atteint pas, du moins difficilement, les cellules pulmonaires, laissent penser qu'il est moins grave que le variant Delta et que sa virulence dépend de la nature de sa mutation à la transmission d'une personne à une autre, d'où l'impératif de recourir aux protocoles sanitaires et à la vaccination, a-t-il expliqué. Vu la baisse du taux de protection 6 mois après un schéma vaccinal complet (deux doses), "la personne vaccinée nécessite une troisième dose pour une meilleure protection contre le

nouveau variant", en attendant de "savoir s'il est nécessaire de recevoir d'autres doses, selon les dernières approches, pour endiguer définitivement cette pandémie", a souligné M. Derrar. Et de rappeler que l'Institut Pasteur d'Algérie a mis en place un réseau de laboratoires, publics et privés, au nombre de 133, contrôlés par ses équipes, un réseau qui, selon lui, "sera en mesure de faire face à tout imprévu si la vague attendue du nouveau variant est virulente". De nouveaux laboratoires, publics et privés dans plusieurs wilayas, à l'instar

d'Illizi et Oum El Bouaghi, ont exprimé le souhait d'adhérer au réseau de l'Institut Pasteur. Evoquant les mesures préventives mises en place, M. Derrar a indiqué que l'objectif "est de former un maximum de laboratoires pour le dépistage", une étape franchie après l'ouverture de plusieurs labos dotés de tests PCR, ajoutant "nous sommes sur le point d'acquérir la technique de séquençage des molécules, une technique d'avenir qui exige un soutien très coûteuse et requérant notamment une formation spécialisée", a-t-il conclu.

BOUIRA :

Plus de 800 consultations médicales au profit des malades chroniques à Aghbalou



Plus de 800 consultations médicales gratuites ont été effectuées au profit de malades chroniques par des médecins spécialistes ayant participé à la 14e édition de l'initiative «Hôpital du Jour» qu'organise chaque année l'association locale «Tadawsa», a-t-on appris, mardi, des organisateurs. «Il s'agit d'une action de solidarité envers nos malades chroniques et les cancéreux d'Aghbalou» a indiqué à l'APS le président de l'association «Tadawsa», Amirouche Laouchedi qui a précisé que 825 malades ont été examinés durant la journée du 17 décembre en cours, par les médecins bénévoles. Selon les détails fournis par M. Laouchedi, 121 ordonnances médicales ont été prescrites par les médecins et 192 prélèvements sanguins ont été effectués durant cette campagne de solidarité, abritée par l'école primaire Bessaoudi Arezki. «Les médecins spécialistes ont aussi détecté des cas de Covid-19 parmi les personnes soignées», a-t-il fait savoir. Issus des wilayas de Béjaïa, Tizi-Ouzou et Bouira, dix-huit (18) médecins de

différentes spécialités ont pris part à cette initiative ayant pour objectif d'aider les personnes démunies et les malades chroniques de la région à bénéficier de soins gratuits. Un laboratoire d'analyses médicales, un centre de radiologie, ainsi qu'une pharmacie et d'autres médecins spécialistes ont été mobilisés à cette occasion, pour assurer la prise en charge médicale nécessaire au profit de cette frange sociale défavorisée. Concernant le déroulement de cette opération, M. Laouchedi a signalé que «tous les moyens ont été mis à la disposition des équipes de médecins afin de réussir cette 14e édition de l'hôpital du Jour à Aghbalou», relevant que le coût global de cette initiative de solidarité est de plus de 910 000 dinars, dont un montant de 256 000 a été mobilisé par des bienfaiteurs de la région. «Tadawsa» est une association d'aide aux malades très active à Bouira. Son président a lancé un appel aux autorités locales pour renforcer ses moyens afin de lui permettre de poursuivre la mission qu'elle a fait sienne.

« Enregistrement de plus de 700 produits pharmaceutiques en deux ans »

L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a enregistré durant les deux dernières années plus de 700 produits, a indiqué lundi le directeur général de cette instance publique, Kamel Mensouri. «Nous avons enregistré en matière de produits pharmaceutiques durant les deux dernières années plus de 700 produits», a déclaré Pr Mensouri à l'APS en marge des travaux de la Journée d'information sur la recherche clinique intitulée «l'Algérie sur le chemin de l'innovation». Dans ce sens, le directeur s'est réjoui du niveau de la couverture en matière de produits pharmaceutiques par la fabrication locale qui avoisine les 70%. «On est à près de 3.800 produits enregistrés, de fabrication locale sur un total de 4.200», a-t-il précisé. Selon lui, «l'approche adoptée par les autorités du secteur prévoit d'aller de plus en plus vers une localisation de la produc-



tion, ce qui permettra meilleur suivi et une autonomie en terme d'accessibilité aux produits». Et d'ajouter : «Il faut plus de promotion pour ce secteur en vue de renforcer la couverture locale et encourager les exportations dans ce domaine». In terrogé sur le rôle de l'ANPP en matière de recherches et d'études cliniques, Pr Mensouri a indiqué

que son agence «participe activement à l'évaluation des demandes d'essais cliniques avec le ministère de l'Industrie pharmaceutique, auxquels nous remettons des rapports en contenu faits par le Comité des experts cliniciens (CEC)». Lors d'une communication intitulée «expertise clinique : approches et perspectives», le président du CEC, Tebaibia

Ammar, s'est félicité du travail accompli par le Comité, qui a reçu depuis le mois de mai dernier 57 dossiers d'enregistrement, 165 dossier de pré-soumission et 44 dossier d'homologation des dispositifs médicaux. Pr Tebaibia a souligné que les délais de réponse pour l'évaluation des demandes d'études cliniques est de 30 jours.

CORONAVIRUS : Record absolu de contaminations en France et au Royaume-Uni

Face à la flambée du variant Omicron, de nombreux pays ont adopté des restrictions supplémentaires. Records de cas jeudi au Royaume-Uni et en France : les contaminations par le Covid-19 flambent à travers le monde juste avant Noël avec l'explosion du variant Omicron, contraignant de nombreux pays à prendre de nouvelles mesures, comme l'Espagne et l'Italie qui imposent de nouveau le masque à l'extérieur et l'Équateur qui rend la vaccination obligatoire dès l'âge de cinq ans, une première mondiale.

Au Royaume-Uni, frappé de plein fouet par le rebond pandémique, près de 120.000 cas supplémentaires de Covid-19 ont été enregistrés jeudi, un nouveau record. La hausse sur sept jours dépasse 50 % et le nombre d'hospitalisations commence à augmenter, notamment à Londres. Record de contaminations également en France avec plus de 90.000 nouveaux cas enregistrés en 24 heures, un record absolu dans ce pays depuis le début de l'épidémie en mars 2020. Pour l'instant, les autorités misent davantage sur la vaccination que sur de nouvelles mesures restrictives : le président Emmanuel Macron a appelé les Français à « prendre soin les uns des autres », notamment par des tests avant de retrouver leurs proches pour les fêtes de fin d'année.

Masques en Espagne et couvre-feu en Catalogne

D'autres pays en Europe, épicerie mondiale du rebond pandémique, ressortent les masques. L'Espagne, pourtant l'une des championnes mondiales de la vaccination, a décidé de rendre de nouveau obligatoire son port à l'extérieur. Et la

justice espagnole vient d'autoriser l'instauration d'un couvre-feu nocturne dans une grande partie de la Catalogne. L'Italie, qui a déjà payé un lourd tribut à la pandémie, a décidé de rendre obligatoire le port du masque chirurgical à l'extérieur sur tout son territoire. Le gouvernement a annoncé que le masque assurant une protection supérieure, le FFP2, deviendra obligatoire pour se rendre au cinéma, au théâtre, aux événements sportifs ou dans les transports publics, sans préciser de date d'application. La Grèce a elle aussi annoncé que le port du masque serait obligatoire en intérieur comme à l'extérieur pendant les fêtes. Toutes les festivités publiques de Noël et du Nouvel An ont été annulées. En Suède, le télétravail doit être privilégié et les événements publics réunissant plus de 500 personnes devront exiger un pass vaccinal. En Belgique, le monde culturel est vent debout après la décision des autorités de contraindre cinémas et théâtres à fermer dès dimanche. En Asie, un mois et demi avant l'ouverture le 4 février des Jeux olympiques d'hiver, la Chine n'a pas hésité, après la dé-



couverte de quelques dizaines de cas, à imposer un confinement strict aux 13 millions d'habitants de la ville de Xi'an (nord) en vertu de sa politique draconienne de « zéro Covid ». Aux États-Unis, avec 171.000 cas quotidiens en moyenne sur sept jours, selon le site Covid Act Now, la vague due à Omicron, déjà

largement dominant parmi les nouvelles infections, est sur le point de dépasser le pic de celle due au variant Delta. Mais des millions d'Américains ont commencé à voyager à travers le pays pour les fêtes.

Vaccination obligatoire en Équateur

Avant ce pays d'Amérique du Sud,

dont 69 % des 17,7 millions d'habitants ont déjà reçu deux doses, seule une poignée d'États avaient rendu obligatoire la vaccination et uniquement aux personnes majeures. Une petite note d'espoir toutefois avant des fêtes de fin d'année plombées par le virus : de premières études en provenance d'Afrique du Sud, d'Écosse et d'Angleterre montrent qu'Omicron semble entraîner moins d'hospitalisations que Delta. Selon l'agence sanitaire britannique, les patients atteints par le nouveau variant ont jusqu'à 70 % de risques en moins d'être hospitalisés. « Les cas sont actuellement très hauts au Royaume-Uni et même une proportion relativement faible requérant une hospitalisation aboutira à un nombre n'important de personnes gravement malades », a souligné la directrice générale de l'agence britannique, Jenny Harries.

CORONAVIRUS : Le variant Omicron met toute l'Europe sous pression

Alors que la France mise sur la vaccination, l'Espagne a décidé de rétablir le masque en extérieur. Le Royaume-Uni a pour sa part passé les 100.000 nouveaux cas en 24h. Omicron plane plus que jamais au-dessus des fêtes de Noël. Ce très contagieux variant du coronavirus se répand en effet à une vitesse fulgurante en Europe, où les mesures sanitaires ne cessent de se durcir. L'Espagne, qui a enregistré mardi un record de 49.823 nouveaux cas en 24 heures dont près de la moitié due à Omicron, a rétabli mercredi le masque en extérieur, alors que le Royaume-Uni signalait plus de 106.000 nouveaux cas de Covid-19 en 24 heures, là aussi un record. L'Europe est la région du monde qui enregistre actuellement le plus de contaminations, avec 2.870.947 cas ces sept derniers jours (60 % du total mondial), suivie de la zone USA/Canada (1.108.580 cas, 23 %). Face à cette flambée, l'Écosse a pour sa part annoncé mardi l'annulation de ses festivités du Nouvel An. Le Pays de Galles va lui aussi serrer la vis : à partir de dimanche, les groupes seront limités à six personnes dans les cinémas, pubs et restaurants, avec service à table obligatoire, événements limités à 50 personnes en extérieur ou 30 en intérieur.

Les craintes d'Olivier Véran

Omicron se répand également « à très vive allure » en France et pourrait y devenir majoritaire entre Noël et le Nouvel An, selon le gouvernement, qui a appelé à « accélérer » le recours au télétravail. Le nombre de contaminations pourrait dépasser les 100.000 par jour fin décembre, a prévenu le ministre de la Santé, Olivier Véran. La France, qui parie sur une accélération de la vaccination plutôt que sur les restrictions, a lancé mercredi sa campagne pour les enfants. La Finlande s'apprête à faire de même, après plusieurs autres pays européens, dont la Belgique, le Danemark, l'Autriche, la Grèce, l'Espagne et le Portugal. La Belgique a en outre annoncé mercredi soir la fermeture de ses cinémas et salles de spectacles. Cafés et restaurants peuvent par contre rester ouverts mais jusqu'à 23h00. « Omicron devient, ou est déjà devenu, dominant dans plusieurs pays y compris au Danemark, au Portugal et au Royaume-Uni, où les chiffres sont multipliés par deux tous les un jour et demi à trois jours, entraînant des taux inédits de transmission », a déclaré le Dr Hans Kluge, directeur de l'OMS pour l'Europe. Le patron de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a quant à lui mis en garde contre l'illusion selon laquelle il suffirait d'administrer des doses de rappel pour se sortir de la pandémie.

CORONAVIRUS :

Les Pays-Bas reviennent au confinement partiel

Les mesures ont été mises en place pour trois semaines minimum, dans un contexte tendu. Retour en arrière aux Pays-Bas. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a annoncé vendredi la réintroduction d'un confinement partiel avec une série de restrictions sanitaires, touchant notamment le secteur de la restauration, pour faire face à un nombre record de cas de Covid-19. Rutte a qualifié lors d'une conférence de presse à La Haye la nouvelle série de mesures de « grand coup de quelques semaines, car le virus est partout, dans tout le pays, dans tous les secteurs et à tous les âges ».

Affrontements entre police et manifestants

La police a utilisé un canon à eau pour disperser des manifestants qui jetaient des pierres et tiraient des feux d'artifice pendant la conférence de presse pour protester contre les nouvelles mesures, dé-

crites par le gouvernement plus tôt cette semaine comme un « confinement partiel ». Environ 200 manifestants se sont affrontés avec la police anti-émeute et des policiers à cheval devant le ministère de la Justice et de la Sécurité, où se tenait la conférence de presse.

Trois semaines minimum

Les mesures entrent en vigueur samedi soir et courent sur au moins trois semaines. « Heureusement, la grande majorité (de la population) est vaccinée, sinon la misère dans les hôpitaux serait incalculable en ce moment », a déclaré Rutte. Les bars, les restaurants et les magasins essentiels comme les supermarchés fermeront à 20h et les magasins non essentiels à 18h. Les citoyens sont appelés à ne pas accueillir plus de quatre personnes chez eux et à faire du télétravail, « sauf si cela n'est vraiment pas possible », a indiqué Rutte.

Des restrictions politiquement sensibles

Les manifestations publiques sont supprimées et les matches de football seront joués à huis clos, y compris le match de qualification pour la Coupe du monde qui opposera les Pays-Bas et la Norvège la semaine prochaine. Les écoles restent toutefois ouvertes et les sorties hors du domicile autorisées. Le gouvernement s'apprête également à restreindre l'accès aux lieux de restauration et de loisirs après la période de trois semaines aux seules personnes vaccinées ou guéries du Covid, et plus à celles personnes présentant un test négatif. Les nouvelles restrictions sont politiquement sensibles, des milliers de personnes ayant manifesté à La Haye dimanche après l'annonce par le gouvernement de la réintroduction des masques dans certains espaces publics.

Record de nouveaux cas

Jeudi, les Pays-Bas ont annoncé 16.364 nouveaux cas de Covid au cours des dernières 24 heures, battant ainsi le précédent record de 12.997 cas établi en décembre 2020. Le pays de 17 millions d'habitants a enregistré 2,2 millions de cas et 18.612 décès depuis le début de la pandémie. Les hôpitaux ont prévenu qu'ils ne seraient pas en mesure de passer l'hiver dans les conditions actuelles. Le pic de Covid survient malgré le fait que 82 % des Néerlandais âgés de plus de 12 ans ont été entièrement vaccinés. Les personnes non vaccinées sont à l'origine de la plupart des cas en soins intensifs (69 %) et des admissions à l'hôpital (55 %), mais la baisse de l'efficacité des vaccins, en particulier chez les personnes âgées, a également été mise en cause. Le gouvernement néerlandais a annoncé que la campagne de rappel de vaccin débuterait en décembre.

CORONAVIRUS :

Face à la déferlante Omicron, le Conseil scientifique craint une « désorganisation de la société »

En raison d'un nombre extrêmement élevé de contaminations au variant Omicron, il faut s'attendre à une explosion de « l'absentéisme » et des « arrêts de travail ». L'extrême contagiosité du variant Omicron pourrait entraîner une « désorganisation » de nombreux secteurs en janvier (supermarchés, transports, hôpital, école...) à cause d'une multiplication des arrêts de travail et de l'« absentéisme », a mis en garde jeudi le Conseil scientifique. Selon cette instance qui conseille le gouvernement, il pourrait devenir nécessaire d'alléger les règles d'isolement afin de limiter cette désorganisation, en prenant en compte le fait qu'Omicron semble entraîner moins de formes sévères du Covid-19.

Une « désorganisation possible » de « services essentiels » en janvier

Il faut s'attendre à « une désorganisation possible d'un certain nombre de services essentiels » en janvier, à cause de « l'absentéisme » et des « arrêts de travail » dus au « très grand nombre de contaminations à Omicron », a averti le président du Conseil scientifique, Jean-François Del-fraissy, lors d'un point presse en ligne. La « fulgurance » de transmission d'Omicron pourrait se traduire en janvier par « plusieurs centaines de milliers » de cas par jour, a renchéri un autre membre du Conseil, Olivier Guérin. Cela va « poser des problèmes sur les secteurs stratégiques de fonctionnement de notre société : la distribution alimentaire, la sécurité, l'énergie, les transports, les commu-

nications et la santé », a-t-il poursuivi.

« Des ajustements à faire selon la sévérité des formes cliniques »

Selon le Pr Guérin, « cela nécessite de réfléchir » aux « règles d'éviction » actuelles (jusqu'à 17 jours pour un cas contact). « C'est une donnée vraiment nouvelle qu'on n'avait pas sur les autres vagues, et qui est liée à la vitesse de propagation d'Omicron », a-t-il ajouté, estimant que « c'est un sujet essentiel ». « Il y aura des ajustements à faire qui tiendront compte de la sévérité des formes cliniques » de la maladie provoquée par Omicron, a abondé un autre membre du Conseil, le Pr Arnaud Fontanet. Selon lui, ces ajustements pourraient aussi dépendre du niveau de contagiosité de la personne à tel ou tel moment, déterminé par des tests, ainsi que de la « nature des fonctions » qu'elle oc-

cupe. Ces possibles « assouplissements » devront s'accompagner « d'un renforcement des gestes barrières », a dit le Pr Fontanet. « C'est une question qui va toucher l'ensemble de la société » et « il faut s'attendre à ce qu'en janvier, on fonctionne en mode dégradé », a-t-il jugé, en mentionnant également l'école.

Une hausse mathématique des hospitalisations

Selon de premières études préliminaires venues d'Afrique du Sud, d'Écosse et d'Angleterre, le variant Omicron semble entraîner moins d'hospitalisations que Delta. Mais dans le même temps, il est beaucoup plus contagieux, ce qui pourrait donc provoquer mathématiquement une hausse du nombre de patients hospitalisés, notamment les non vaccinés et les personnes fragiles.

INTEROPERABILITE AP/BANQUES: Le paiement en ligne à la portée de plus de 10 millions de citoyens

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a estimé jeudi à Alger que le lancement du Service de paiement électronique au titre de l'interopérabilité entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire permettra à plus de 10 millions de détenteurs de carte monétique de bénéficier du service du paiement en ligne.

Dans une allocution à l'ouverture de la cérémonie de signature de l'accord portant lancement du Service de paiement électronique au titre de l'interopérabilité entre Algérie Poste et le Réseau interbancaire, organisée au Centre international de conférences (CIC), M. Benabderrahmane a précisé que "la signature de cet accord entre Algérie Poste et le Groupement d'intérêt économique de la monétique (GIE Monétique) et la Société d'automatisation des transactions interbancaires et de monétique (SATIM) vient renforcer le processus de généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique". Après avoir rappelé que "l'accord d'interopérabilité conclu entre ces parties est entré en vigueur le 5 janvier 2020", le Premier ministre a souligné que "grâce à ce mécanisme d'interopérabilité entre les réseaux postal et interbancaire, les détenteurs de la carte Edahabia et d'une carte CIB ont pu bénéficier de manière sécurisée des services monétiques proposés par les Distributeurs automatiques de billets (DAB) et les Guichets automatiques bancaires (GAB) à travers l'ensemble du territoire national". "Ce nouvel accord vient compléter cette interopérabilité en proposant le service de paiement en ligne à plus de 10 millions de détenteurs de carte monétique", a-t-il ajouté. Le Premier ministre a indiqué qu'"il s'agit là d'une étape parmi d'autres où nous procédons à l'évaluation de la mise en oeuvre de l'un des engagements prévus dans le Plan d'action du Gouvernement pour l'application du programme du Président de la République". En concrétisation de ces engagements dans leur volet économique, poursuit le Premier ministre, le Gouvernement a adopté au titre du chapitre II de son Plan d'action, intitulé "Pour



une relance et un renouveau économiques", "une approche pour le soutien de l'intégration financière et l'allègement de l'utilisation de la fluidité monétaire, en tenant compte des exigences de sécurité, de fiabilité et de souplesse, à travers la promotion de la généralisation de l'utilisation des moyens de paiement électronique dans les transactions". M. Benabderrahmane a, par ailleurs, estimé que "le paiement électronique aide à l'émergence de nouveaux métiers en rapport avec l'innovation technologique d'une part, et contribue à la réalisation davantage d'intégration financière en Algérie, outre la facilitation des différentes procédures administratives au profit des citoyens, d'autre part". Pour le Premier ministre, le paiement électronique constitue également "un levier sur lequel on mise pour relancer l'économie nationale et une source importante de diversifica-

tion de ses recettes, au vu de son rôle important dans l'accompagnement de la création d'activités génératrices de valeur ajoutée et d'emplois". "Le gouvernement accorde une importance majeure à la question du développement du paiement électronique en la plaçant au centre de ses actions visant à sécuriser et à moderniser les échanges entre les différents acteurs économiques", a-t-il dit, soulignant que cette démarche "s'inscrit dans le cadre d'une approche globale visant à accélérer la cadence de la mutation numérique, à tirer profit de l'évolution des Technologies de l'information et de la communication (TIC) et à assurer leur exploitation optimale en tant que source de croissance et de développement économiques". Ces deux dernières années, les indicateurs du E-paiement en Algérie "ont enregistré une nette amélioration, particulièrement suite à la crise

sanitaire due à la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19), d'autant qu'il constitue un moyen à même de réduire l'utilisation de la liquidité, et partant un facteur à même d'endiguer la propagation du virus", a fait savoir le Premier ministre. Bien qu'encourageants, ces résultats demeurent en deçà des potentialités et infrastructures disponibles ainsi que des opportunités offertes en matière de paiement électronique, de même qu'ils ne sont pas à la hauteur des aspirations du gouvernement, des citoyens et des opérateurs économiques", a-t-il dit. Dans le cadre du projet de révision de la Loi sur le crédit et la monnaie, la Banque d'Algérie (BA) a introduit la possibilité pour les fournisseurs des services de paiement national en qualité de contribuable indépendant, et ce pour la promotion de l'économie numérique, a-t-il ajouté.

ACCIDENTS DE LA ROUTE: 49 morts et 180 blessés entre le 12 et le 21 décembre 2021

Quarante-neuf (49) personnes ont trouvé la mort et 180 autres ont été blessées dans 122 accidents de la route survenus à travers différentes wilayas du pays entre le 12 et le 21 décembre 2021, a indiqué mercredi un communiqué du Commandement de la Gendarmerie natio-

nale (GN). Dans le cadre de la lutte contre le trafic de substances psychotropes, les unités de la GN ont "procédé, durant la même période, à l'arrestation de trente-six (36) individus et à la saisie de 42.009 comprimés psychotropes, d'une valeur de 200.500 dinars et de onze (11)

véhicules", a précisé la même source. Les services de la Gendarmerie nationale ont également saisi, à la même période, 42.125 bouteilles de boissons alcoolisées et quatre (4) véhicules et interpellé six (6) individus. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la fraude et la

contrebande, "les unités de la GN ont procédé, au cours de la période de référence, à l'arrestation de onze (11) individus et à la saisie de 152 quintaux et 90 kg de feuilles de tabac, 25.495 sachets de tabac, 24 paquets de cigarettes et six (6) véhicules", a conclu le communiqué.

ALGER :

La direction de distribution de Sidi Abdallah a organisé une caravane de sensibilisation à l'utilisation de l'électricité et du gaz

La direction de distribution d'électricité et de gaz de Sidi Abdallah (Alger), organise mercredi et jeudi une caravane de sensibilisation à l'utilisation sécurisée et rationnelle de l'électricité et du gaz, a indiqué un communiqué de la Direction générale. Le coup d'envoi de la caravane sera donné depuis le siège de la direction pour sillonner toutes les communes couvertes par cette direction à savoir Mahelma, Rahmania, Douera et Tassala El Merdja (Mercredi), Zéralda, Staouali et



Soudania (Jeudi). Le PDG de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG) (Filiale Sonelgaz) supervisera le lancement de cette caravane. L'opération comprendra des orientations et des conseils ainsi que la distribution de dépliants pertinents. Cette caravane sera animée par une équipe de spécialistes et de professionnels relevant de la direction de distribution de Sidi Abdallah en présence des représentants de quartiers et de la société civile.

UTILISATION DES SACS PLASTIQUES: Un décret interministériel en cours d'élaboration



La ministre de l'Environnement, Samia Moualfi a affirmé, jeudi à Alger, qu'un décret interministériel était en cours d'élaboration pour limiter progressivement l'utilisation des sacs plastiques afin de préserver l'environnement et la santé du consommateur. Répondant aux questions orales, lors d'une séance plénière du Conseil de la Nation, tenue en présence de la ministre des Relations avec le Parlement et des membres du Gouvernement, la ministre a souligné qu'un décret interministériel était en cours d'élaboration par son département ministériel pour limiter l'utilisation des sacs plastiques, dont la décomposition prend environ quatre siècles. A une question du sénateur, Bouhafes Houbad (FLN) concernant les mesures prises pour limiter l'utilisation des sacs plastiques et leur substitution par des sacs amis de l'environnement, Mme Moualfi a indiqué que l'élaboration de ce décret interministériel "sera suivie par une série de mesures incitatives notamment en ce qui concerne l'accompagnement et l'encouragement des micro-entreprises pour la fabrication de sacs biodégradables". Parmi ces mesures incitatives, le développement de la fabrication de sacs plastiques avec l'ajout de nouveaux organismes qui favoriseraient le processus de biodégradation en l'espace de six mois à une année, outre l'accompagnement des artisans et leur encouragement à produire et à améliorer la qualité des sacs traditionnels. Le décret en question encouragera les projets relatifs à la récupération et au recyclage des sacs plastiques, et permettra une application efficace de l'impôt sur les sacs plastiques importés ou ceux produits localement, ajoutant que le ministère veille "à renforcer ses actions avec les centres commerciaux pour l'utilisation de sachets verts, tissés et pliables". A une autre question du sénateur, Mohamed Laid Belaa, sur les délais de mise en service, du projet du parc citoyen dans la wilaya de Khenchela, elle a affirmé que le projet entrera prochainement en service (janvier 2022). Et d'ajouter que ce projet avait enregistré depuis 2011 un taux d'avancement remarquable en termes de réalisation, cependant la non régularisation de la nature de la parcelle y qui l'abrite, ainsi que le transfert de sa propriété aux Domaines a empêché son entrée en service. La ministre a fait savoir, en outre, que le Premier ministre, ministre des Finances, avait chargé les ministres de l'Agriculture et du Tourisme de lever les réserves en vue de mettre en service le parc citoyen de Khenchela dans les plus brefs délais. Et d'ajouter que le wali de Khenchela a également chargé les directeurs concernés de suivre la situation du parc et de réunir toutes les conditions nécessaires pour son ouverture devant le public dans les délais fixés. Rappelant, par ailleurs, la réunion tenue dans cette wilaya, ayant regroupé les secteurs concernés par ce projet, la ministre a indiqué qu'il avait été convenu de l'élaboration d'un projet de décision relative à l'octroi d'une gestion provisoire au profit d'une entreprise publique à titre exceptionnel en plus de l'octroi d'une licence d'exploitation provisoire de ce parc à une entreprise publique moyennant le paiement d'une redevance d'exploitation. Selon la ministre, l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique a été chargée de la gestion du parc pendant trois mois renouvelables en attendant la décision de transfert de sa propriété. L'Entreprise publique de réalisation de forage hydraulique et l'entreprise de wilaya, l'Entreprise de wilaya d'Electrification rurale et urbaine ont été chargées de parachever les travaux restants et de sécuriser le parc pour accueillir les citoyens.

PRIX DU GAZ : Le cours européen a battu un nouveau record mardi

La demande saisonnière et les tensions géopolitiques avec la Russie participent à l'ascension du prix. Le gaz explose. Le cours du gaz en Europe a battu un nouveau record mardi au premier jour de l'hiver, dopé par la demande saisonnière et les tensions géopolitiques entre le principal fournisseur, la Russie, et ses clients.

Le gaz naturel européen poursuit son inexorable ascension « ont constaté les analystes de Deutsche Bank, du fait de « températures qui continuent à baisser en Europe » et de « l'absence de réservation par Gazprom (le géant gazier russe) de capacités supplémentaires en janvier pour le gaz passant par l'Ukraine ».

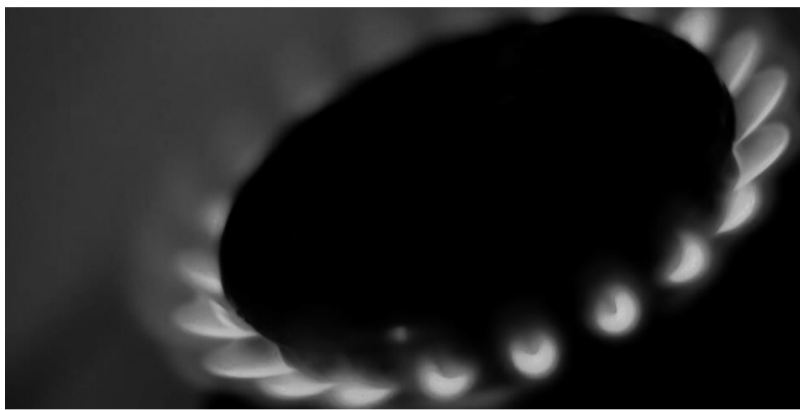
Le cours européen a augmenté de 22 % mardi

Le cours européen de référence, le très volatil TTF néerlandais, a gagné mardi plus de 22 % pour s'installer à 180,267 euros le mégawattheure (MWh), après un pic à 187,785 euros peu après 15h00 GMT (16h00 à Paris). Celui du gaz britannique pour livraison le mois prochain a connu une hausse comparable et clôturé à 451,72 pence par thermie (une unité de quantité de chaleur), après avoir culminé en séance à 470,83 pence. Ces sommets sont dix fois supérieurs aux prix observés il y a un an. Pour certains analystes, l'accélération récente de la flambée des cours – de

plus de 90 % depuis le 1er décembre – illustre tant la forte demande européenne à mesure que les températures baissent que les craintes sur l'offre, dont un tiers provient de Russie.

Un gazoduc sous pression

Le regain de tensions à la frontière entre la Russie et l'Ukraine est régulièrement mis en avant par les observateurs du marché pour expliquer l'envolée des prix. Le président russe Vladimir Poutine a promis mardi une réponse « militaire et technique » si ses rivaux occidentaux ne mettent pas fin à leur politique jugée menaçante. Pour le Kremlin, les Etats-Unis et l'Otan renforcent leur présence aux frontières russes en armant l'Ukraine, en la soutenant politiquement, en y menant des manœuvres et en déployant des forces en mer Noire. Les Occidentaux accusent au contraire Moscou de velléités agressives, l'armée russe ayant massé des dizaines de milliers de soldats à la frontière avec l'Ukraine, pays dont la Russie a déjà annexé une partie du territoire.



Nord Stream au centre des tensions

Le changement de ton à Berlin sur le gazoduc controversé Nord Stream 2 est également au centre des préoccupations des investisseurs, ce dernier permettant par ailleurs de contourner l'Ukraine, voie de transit utilisée actuellement pour une bonne partie du gaz russe acheté par l'Union européenne (UE). Long de 1.200 kilomètres, le gazoduc passe sous les eaux

de la Baltique de la Russie au nord-est de l'Allemagne et a toujours été défendu par l'ancienne chancelière conservatrice Angela Merkel. Le nouveau gouvernement allemand du social-démocrate Olaf Scholz est autrement moins conciliant. Ainsi, le ministre de l'Economie allemand, l'écologiste Robert Habeck, a mis en garde samedi contre de « sévères conséquences » pour le pipeline en cas d'agression de la Russie contre

l'Ukraine, s'inscrivant dans les pas de la nouvelle cheffe de la Diplomatie Annalena Baerbock qui avait menacé le 12 décembre « d'arrêt » pur et simple de Nord Stream 2 en cas d'escalade en Ukraine. La décision de certification du gazoduc Nord Stream 2 par le régulateur allemand n'est pas attendue avant mi-2022.

Stocks entamés

Les stocks de gaz en Europe ont par ailleurs été entamés par un hiver prolongé en 2020 et n'ont pas été suffisamment réapprovisionnés depuis. A cela s'ajoute un apport réduit d'énergies renouvelables, comme l'éolien, pour des raisons météorologiques. Cette flambée se répercute sur le marché de l'électricité, particulièrement au Royaume-Uni où la production énergétique est bien plus dépendante que la France par exemple, où le nucléaire domine dans la production d'électricité. Face à l'envolée de leurs coûts, la moitié des distributeurs d'électricité britanniques a mis la clé sous la porte depuis cet été.

JO 2021 :

Les Jeux olympiques de Tokyo auraient coûté moins cher que prévu

GROS SOUS Ce sont les organisateurs de l'événement qui l'affirment. Selon leurs organisateurs, les Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo ont été moins coûteux que prévu. Tenus entre fin juillet et début septembre 2021 à huis clos, en raison de la pandémie de Covid-19, ils ont coûté l'équivalent de 11,3 milliards d'euros, selon le dernier calcul annoncé dans la capitale japonaise. La facture du double évènement sportif, reporté d'un an pour cause de pandémie, s'établit ainsi à 1.453 milliards de yens, selon cette estimation officielle

présentée mercredi, un coût inférieur aux 1.644 milliards de yens (12,9 milliards d'euros au taux de change actuel) cités en décembre 2020. Précision importante : la facture représente quasiment le double par rapport aux 734 milliards de yens initialement envisagés dans la candidature de Tokyo en 2013. Cependant, le coût des Jeux a pu être réduit grâce à des mesures de simplification de l'évènement et aux économies dues à la quasi-absence de spectateurs dans les stades, ont précisé les organisateurs dans un communiqué. Le huis clos a toutefois privé

Tokyo-2020 d'environ 90 milliards de yens de ventes de billets.

Un long fleuve pas tranquille

L'organisation des JO de Tokyo a été marquée, depuis leur attribution à la capitale nippone en 2013, par une série de polémiques sur leur coût, de scandales divers et de rebondissements ayant culminé en mars 2020 avec l'annonce de leur report d'un an en raison de la pandémie. Ils s'étaient tenus l'été dernier malgré l'hostilité d'une bonne partie de l'opinion publique alors que le pays connaissait sa pire flambée d'infections.

Le Salvador annonce la construction d'une « Bitcoin City » alimentée par l'énergie volcanique



La ville qui s'élèvera à l'est du pays accueillera des fermes de minage de cryptomonnaies. Après avoir adopté le Bitcoin comme monnaie fiduciaire le 7 septembre, le gouvernement du Salvador est désormais prêt à passer à l'étape suivante : créer la première « Bitcoin City ». Celle-ci sera financée par des obligations adossées à des cryptomonnaies. Cela a été annoncé par le président Nayib Bukele lors d'un événement dédié à la promotion du Bitcoin dans le pays. « Nous commencerons à collecter des fonds en 2022, les obligations seront disponibles en 2022 », a déclaré Nayib Bukele.

Une ville consacrée au Bitcoin

La ville s'élèvera dans l'est du pays et recevra son approvisionnement énergétique du volcan de Conchagua. Le volcan devrait fournir l'énergie nécessaire à l'ensemble de la ville et alimentera également les activités de minage, très énergivores. La ville ne sera soumise à aucune autre taxe que la TVA. « Zones résidentielles, zones commerciales, services, musées, divertissements, bars, restaurants, aéroport, port, chemin de fer – tout est consacré au Bitcoin » a détaillé Nayib Bukele. Samson Mow, le PDG de Blockstream, une entreprise qui fournit la technologie blockchain sur la-

quelle le Bitcoin est basé, a expliqué que le Salvador émettra une première obligation d'un milliard de dollars pour commencer à lever les fonds nécessaires à la construction de la ville. Cette obligation aura une échéance de 10 ans et sera divisée en deux parties. La moitié des fonds sera convertie en Bitcoins et l'autre moitié sera utilisée pour les infrastructures et le minage de Bitcoins. Pour l'émission, le gouvernement a sélectionné la société d'échange de cryptomonnaie Bitfindex. Le placement devrait se terminer d'ici fin janvier 2022.

Des habitants inquiets

Le FMI a de son côté mis en garde le Salvador contre les risques du Bitcoin : « Compte tenu de la haute volatilité du Bitcoin, son utilisation en tant que monnaie officielle génère des risques importants pour la protection du consommateur, pour l'intégrité du système financier et pour la stabilité financière. Le Bitcoin ne devrait pas être adopté comme monnaie officielle. » Enfin, le journal Le Monde révèle que trois quarts des habitants du pays redouteraient l'instabilité et l'inflation causée par la volatilité de cette monnaie. La création de cette ville risque donc de se dérouler dans un climat houleux.

BITCOINS :

Seulement 0,01 % des investisseurs possède 27 % de la monnaie



A l'heure actuelle, cela représente environ 232 milliards de dollars en bitcoins, soit environ 205,5 milliards d'euros. Sur les 19 millions de Bitcoins actuellement en circulation, 27 % sont détenus par seulement 0,01 % des portefeuilles. C'est ce que révèle une étude du National Bureau of Economic Research citée par Phonandroid. Au total, cela représente au cours actuel de cette cryptomonnaie 232 milliards de dollars, soit environ 205,5 milliards d'euros. « Malgré ses quatorze ans d'existence et le battage médiatique qu'il a suscité, il s'agit toujours d'un écosystème très concentré », analyse Antoinette Schoar, professeure de finance de la MIT Sloan School of Management et co-auteur de l'étude. L'autre auteur de ce rapport est Igor Makarov de la London School of Economics.

Centralisation de la monnaie

La concentration des bitcoins est proche de celle des richesses globales. En effet, aux Etats-Unis les 1 % d'individus les plus riches contrôlent environ un tiers des richesses totales du pays, 27 % pour le bitcoin. Cette étude vient mettre à mal les arguments des défenseurs de cette cryptomonnaie qui vantent notamment son aspect décentralisé, censé être en opposition au pouvoir centralisé. Mais force est de constater que ce n'est pas le cas. Les 0,01 % qui détiennent 27 % de la monnaie en circulation sont ceux qui vont empocher la plupart des gains liés au bitcoin dans les années à venir. A moins que le cours ne s'effondre et que ce petit groupe surnommé les « Whales » ou « Baleines » en français ne perde l'ensemble de sa fortune...

USA :

Nouvelle hausse des prix à la production en octobre

Les prix à la production ont continué d'augmenter en octobre aux Etats-Unis, signe d'une inflation élevée qui pourrait se révéler durable dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement. L'indice définitif des prix à la production est ressorti le mois dernier en hausse de 0,6% après un gain de 0,5% en septembre, a annoncé mardi le département du Travail. Sur un an, la hausse s'établit à 8,6% après une augmenta-

tion de même ampleur sur les 12 mois à septembre. Les économistes interrogés par Reuters prévoient un indice en progression de 0,6% en octobre et une augmentation de 8,7% en rythme annuel. Les chiffres mensuels des prix à la consommation (CPI) aux Etats-Unis seront publiés mercredi et ils pourraient raviver les spéculations sur le calendrier de la hausse des taux de la Réserve fédérale américaine.

UKRAINE :

Les autorités ukrainiennes et les séparatistes prorusses s'accusent mutuellement d'avoir violé un cessez-le-feu

Un civil blessé, trois attaques lancées : les versions diffèrent entre l'Ukraine et les séparatistes. Autorités ukrainiennes et séparatistes prorusses se sont mutuellement accusés jeudi d'avoir violé un cessez-le-feu décidé en juillet 2020 dans l'est de l'Ukraine, au moment où les pays occidentaux se félicitaient d'un apaisement apparent des tensions.

Depuis plus d'un mois, les Occidentaux accusent la Russie de masser des troupes à la frontière ukrainienne, près des territoires séparatistes, en vue d'une possible intervention militaire. Mercredi soir, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a affirmé que les séparatistes prorusses et l'Ukraine avaient convenu de rétablir le cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine, une zone au cœur de nouvelles tensions internationales.

L'Ukraine était « prudemment optimiste » sur la désescalade « J'étais ravi que les participants aient exprimé leur solide détermination à respecter pleinement les mesures pour renforcer l'accord de cessez-le-feu du 22 juillet 2020 », a indiqué dans un communiqué le représentant de l'OSCE et un médiateur du conflit, Mikko Kinnunen. « C'est d'une très grande importance pour les gens vivant des deux côtés du front », a poursuivi le diplomate s'exprimant après un échange par visioconférence du Groupe de contact trilatéral, qui rassemble les parties au conflit. La présidence ukrainienne s'est également déclarée « prudemment optimiste en vue d'une possible désescalade » sur la ligne de front, à l'issue de cette réunion.

Un civil blessé, trois attaques lancées

Mais jeudi, les deux parties se sont mutuellement accusées de nouvelles violations de cet accord, un représentant des séparatistes allant jusqu'à nier qu'une nouvelle trêve ait été négociée. « Il n'y a pas d'accord », la réunion « n'a abouti à rien », a déclaré Rodion Miroshnik, un représentant de la République autoproclamée de Lougansk (LNR),



sur l'application de messagerie Telegram. « Mais si vous voulez vraiment faire une déclaration à ce sujet, pourquoi ne pas le faire ? » Les autorités de l'autre république autoproclamée, celle de Donetsk (DNR), ont annoncé qu'un civil avait été blessé jeudi matin dans un bombardement ukrainien, selon l'agence officielle séparatiste DAN. L'armée ukrainienne a pour sa part indiqué que les séparatistes avaient lancé trois attaques contre ses positions jeudi. Selon le communiqué de Kiev, les

separatistes ont utilisé des mortiers de gros calibre et des lance-grenades, sans faire état de victime.

La trêve a volé en éclats début 2021

Dans un communiqué commun, l'Allemagne et la France ont « exhorté les parties à respecter le cessez-le-feu et à poursuivre les discussions sur de nouvelles mesures dans le domaine humanitaire ». En juillet 2020, les deux camps, en guerre depuis 2014, avaient convenu d'un cessez-le-feu. Cette

trêve avait été largement respectée plusieurs mois, avant finalement de voler en éclats au début de l'année 2021. Selon Mikko Kinnunen, les violations quotidiennes du cessez-le-feu étaient en moyenne cinq fois plus importantes en décembre 2021 par rapport au même mois en 2020. La guerre dans l'est de l'Ukraine, qui a fait plus de 13.000 morts, a éclaté au printemps 2014 après une révolution pro occidentale à Kiev suivie de l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée par Moscou.

MALI :

Les pays occidentaux vent debout contre le déploiement de la société paramilitaire Wagner, soutenue par la Russie

Les pays, dont la France et l'Allemagne, « condamnent fermement » le déploiement de mercenaires. Les mercenaires russes de la sulfureuse société paramilitaire Wagner ont entamé leur déploiement au Mali, avec l'aide de Moscou, ont dénoncé jeudi une quinzaine de puissances occidentales impliquées dans la lutte antiterroriste et la formation des soldats dans ce pays. Pour autant, les signataires ne menacent pas directement Bamako d'un départ des forces étrangères, alors que Paris prévenait jusqu'ici que l'arrivée sur le territoire malien des paramilitaires de Wagner serait « incompatible » avec le maintien des soldats français déployés au Mali. Cette perspective fait l'objet depuis des mois de tensions croissantes entre la junte malienne au pouvoir et la France. Emmanuel Macron a renoncé à se rendre à Bamako lundi dernier.

La France, l'Allemagne et le Canada condamnent

« Nous (...) condamnons fermement le déploiement de mercenaires sur le territoire malien », soulignent dans un communiqué commun ces pays dont la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Canada, en dénonçant « l'implication du gouvernement de la Fédération de Russie dans la fourniture d'un soutien ma-

tériel au déploiement du groupe Wagner au Mali ».

Selon une source gouvernementale française, « on constate aujourd'hui sur place des rotations aériennes répétées avec des avions de transport militaire appartenant à l'armée russe, des installations sur l'aéroport de Bamako permettant l'accueil d'un chiffre significatif de mercenaires, des visites fréquentes de cadres de Wagner à Bamako et des activités de géologues russes connus pour leur proximité avec Wagner ».

Mis en garde par les Etats-Unis Mercredi, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken avait déjà mis en garde le Mali contre des conséquences financières et une déstabilisation du pays, déjà en proie aux violences, si le gouvernement recrutait Wagner, un groupe réputé proche du Kremlin. « Nous regrettons profondément la décision des autorités de transition maliennes d'utiliser des fonds publics déjà limités pour rétribuer des mercenaires étrangers au lieu de soutenir les forces armées maliennes et les services publics au bénéfice du peuple malien », et « appelons la Russie à se comporter de manière responsable et constructive dans la région », insiste le communiqué également signé par une dizaine de pays européens engagés aux côtés

de Paris dans le nouveau groupement de forces spéciales Takuba, qui doit aider l'armée malienne à monter en puissance.

« Obstruction »

« Ce déploiement ne peut qu'accroître la dégradation de la situation sécuritaire en Afrique occidentale, mener à une aggravation de la situation des droits de l'homme au Mali », déplorent-ils, dans une référence à peine voilée à la présence de Wagner en Centrafrique, où la société est accusée d'exactions et de pillage de ressources minières. L'Union européenne a sanctionné lundi le groupe Wagner ainsi que huit personnes et trois sociétés qui lui sont liées pour les « actions de déstabilisation » menées dans plusieurs pays d'Afrique, dont le Mali, et en Ukraine.

Les pays occidentaux réclament des élections

Les pays occidentaux demandent également à la junte malienne d'organiser « des élections dans les meilleurs délais » pour rendre le pouvoir aux civils, mais qui traîne des pieds pour présenter un calendrier de transition, au grand dam des membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédeao). « La crise actuelle se noue principalement autour de l'attitude d'obstruction à la transition poli-

tique, dont le déploiement en cours de Wagner n'est qu'un symptôme, témoignant de la volonté des autorités de transition de se maintenir en place » au Mali, commente-t-on de source gouvernementale française.

Réduction des effectifs français

Toutefois, malgré la réticence du régime putschiste malien à quitter le pouvoir et le déploiement en cours des mercenaires russes, qui constituait jusqu'alors une ligne rouge pour Paris, « nous réaffirmons notre détermination à poursuivre notre action en vue de protéger les civils, de soutenir la lutte contre le terrorisme au Sahel et de contribuer à instaurer la stabilité à long terme », affirment les 15 pays. Au terme de près de neuf ans de présence au Sahel, la France a entrepris en juin de réorganiser son dispositif militaire en quittant ses trois bases les plus septentrionales au Mali (Tessalit, Kidal et Tombouctou) pour se recentrer autour de Gao et Ménaka, aux confins du Niger et du Burkina Faso. Ce plan prévoit une réduction des effectifs français au Sahel, de 5.000 à 2.500/3.000 d'ici 2023. Malgré les efforts militaires, le Mali est toujours livré aux agissements de groupes affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, et aux violences perpétrées par des milices autoproclamées d'autodéfense.

Le règlement politique du conflit, prévu par les accords de Minsk de 2015, est au point mort. La Russie, malgré ses dénégations, est largement considérée comme le parrain militaire et financier des séparatistes.

Washington reproche à Moscou la substitution des importations après l'avoir frappé de sanctions

Washington qui avait initié, en 2014, les sanctions dont la Russie est toujours frappée, lui reproche dans le rapport annuel de son représentant commercial la substitution des importations. Moscou serait coupable de désavantager les entreprises américaines et de renforcer le contrôle de l'économie par l'Etat. Le bureau du représentant commercial des Etats-Unis (USTR) a publié mardi 21 décembre un rapport annuel sur l'application des engagements de la Russie dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le rapport lui fait grief d'accorder un traitement préférentiel aux biens et services produits sur son sol au détriment des entreprises et travailleurs américains. L'USTR estime que la substitution des importations et les préférences aux produits russes enfreignent les règles et normes de l'OMC et demandent des mesures appropriées de la part de cette dernière.

Un désavantage pour les entreprises américaines

« Ce rapport donne un aperçu de l'écart continu de la Russie par rapport aux principes directeurs de l'Organisation mondiale du commerce, tels que les pratiques non discriminatoires, un commerce plus ouvert, la prévisibilité, la transparence et une concurrence loyale », a déclaré la représentante américaine au Commerce Katherine Tai. « Le non-respect des normes, règles et engagements de l'OMC désavantage économiquement les travailleurs et les entreprises américains et les empêche de rivaliser sur un pied d'égalité. L'USTR continuera de travailler avec des partenaires partageant les mêmes idées et d'utiliser les outils de l'OMC pour tenir la Russie responsable de son comportement dans le système commercial multilatéral », a-t-elle ajouté. Les préoccupations de l'USTR tiennent notamment à la mise en œuvre par Moscou des mesures de localisation en vue de privilégier les biens et services nationaux, aux stratégies de substitution des importations dans le secteur informatique ou encore aux restrictions à l'importation « non fondées sur la science » dans le domaine agricole. « Alors que les économies du monde entier ont été contraintes de se rétracter et de se replier en réponse à la pandémie de Covid-19, le gouvernement russe a exacerbé ces tendances en étendant son contrôle sur l'économie russe et en renforçant les restrictions commerciales », conclut le rapport.

Une substitution des importations résultant des sanctions

La Russie s'est vue obligée de produire elle-même de nombreux biens précédemment importés suite aux sanctions dont elle est frappée en lien avec la situation en Ukraine et autour de la Crimée. La péninsule s'est rattachée à la Russie suite aux résultats du référendum organisé en mars 2014. L'Occident a accusé Moscou d'ingérence et a introduit des sanctions à son encontre à l'initiative des Etats-Unis. La Russie a pris des contre-mesures et a mis le cap sur la substitution des importations.

2021 / SOUDAN: Le pays peine à se remettre de ses tensions politiques

En proie déjà à une crise économique, le Soudan peine à se remettre des tensions politiques, liées notamment au dernier coup de force de l'armée ciblant le gouvernement en place depuis trois ans, ce qui a conduit à des mouvements de protestations.

Les développements dans ce pays de l'Afrique de l'Est se sont accélérés le 25 octobre dernier avec notamment l'arrestation, par l'armée, du Premier ministre Abdallah Hamdok, l'annonce de l'état d'urgence et la dissolution du gouvernement et du Conseil de souveraineté par le président du Conseil de transition, le général Abdel Fattah al-Burhane. Des manifestations s'opposant à ces mesures ont depuis eu lieu pour tenter de "remettre la transition démocratique sur les rails", alors que les appels à la retenue et à éviter les violences se multipliaient dans ce pays dirigé par un gouvernement de transition composé de militaires et de civils, créé après l'éviction d'Omar el-Bachir en avril 2019 sous la pression de la rue. Début novembre, des efforts de "médiation" ont eu lieu au Soudan et à l'étranger pour une "possible sortie" de crise, et plusieurs pays ont lancé un appel commun à la "restauration immédiate" du gouvernement civil. Face à ces appels et pour apaiser les tensions, al-Burhane a rétabli Hamdok à son poste, promettant une transition vers un Etat civil et des élections libres pour juillet 2023. Ils ont signé un accord politique selon lequel ils allaient se partager le pouvoir et procéder à la libération de tous les ministres et diri-



geants civils. Un deal qui a permis à Hamdok de retrouver son poste. Le pays menait depuis août 2019, une période de transition de 53 mois qui devait être couronnée par l'organisation d'élections en juillet 2023 afin d'avancer vers le rétablissement de la stabilité politique et le parachèvement des objectifs de la transition démocratique établis en vertu du document constitutionnel signé le 17 août 2019. Si le retour de Hamdok a été largement salué par la communauté internationale, qui a insisté sur la retenue et le dialogue, les forces politiques soudanaises ont rejeté le pacte, y voyant une "tentative de légitimer le coup d'Etat".

Colère de la rue

Les manifestations "anti-coup d'Etat", lancées par les partisans d'un pouvoir civil, se sont alors poursuivies, réprimées toutefois par l'armée. Bilan : au moins 46 morts et des centaines de blessés, selon un syndicat de médecins. "Nous sommes confrontés aujourd'hui à une régression majeure dans la marche de notre révolution qui menace la sécurité, l'unité et la stabilité du pays et risque de mener l'Etat dans un abîme qui ne nous laissera ni patrie ni révolution", a déclaré le 18 décembre M. Hamdok, à la veille du troisième anniversaire de la révolution qui a évincé el-Bachir en 2019. En ce jour de commémoration, des cen-

taines de milliers de Soudanais ont encore une fois repris la rue, réclamant cette fois-ci, "la chute d'al-Burhane". D'autre part, le pays a entrepris en 2021 des réformes économiques difficiles pour pouvoir bénéficier d'un programme d'allègement de la dette du Fonds monétaire international (FMI), dont la réduction des subventions, jugées "trop sévères" par les Soudanais qui avaient protesté contre l'augmentation du coût de la vie. En outre, le Soudan est ravagé par des conflits depuis des décennies, notamment au Darfour, immense région de l'Ouest où au moins 300.000 morts ont été déplorés, outre 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU. Ce pays a également reçu des dizaines de milliers de réfugiés, fuyant la région du Tigré en Ethiopie, en proie à un conflit armé depuis plus d'une année. Les tensions entre les deux pays se sont exacerbées en 2021 autour d'un contentieux frontalier concernant la région fertile d'al-Fashaga, où des agriculteurs éthiopiens s'étaient installés avant d'être délogés par l'armée soudanaise. Les relations entre les deux pays souffrent également de l'impasse des négociations sur le Grand barrage de la Renaissance (Gerd) construit par Addis Abeba sur le Nil, Khartoum le voyant comme une "menace" pour son approvisionnement en eau.

MAROC/PASS VACCINAL:

Sit-in des employés de la Justice à Nador

Les employés du ministère marocain de la Justice affiliés aux différents tribunaux de Nador ainsi que les membres des instances des huissiers de justice, ont organisé, mercredi soir, un sit-in de protestation contre la répression menée par les autorités marocaines contre leurs collègues lors des manifestations contre l'imposition d'un pass vaccinal comme condition d'accès aux tribunaux. Les protestataires

ont dénoncé la circulaire conjointe adressée par le ministère de la Justice, la présidence du tribunal public et le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, aux personnels des tribunaux, les obligeant de présenter le pass vaccinal pour pouvoir accéder aux tribunaux du Maroc, une décision adoptée par les autorités judiciaires de la ville de Nador qui ont appelé à son application à partir de lundi passé.

Depuis lundi, les tribunaux de Nador sont en ébullition après que le syndicat des avocats et les instances des huissiers de justice et des avocats ont décidé de ne pas respecter la circulaire, soulignant que la vaccination est un choix facultatif et qu'aucune loi n'oblige les citoyens à s'y conformer. Le tribunal de première instance de Nador a connu mardi des heurts entre les forces de sécurité marocaines et

plusieurs fonctionnaires de ce tribunal ainsi que des manifestations de protestations similaires menées par des membres de l'Instance des avocats pour exprimer leur refus de présenter un pass vaccinal pour accéder aux tribunaux. Pour rappel, le syndicat des avocats a appelé à une grève nationale jeudi et vendredi dans tous les tribunaux du royaume pour faire annuler la circulaire.

Une dizaine de migrants marocains franchissent la barrière frontalière avec Melilla

Un groupe de 14 Marocains, sur un total de 80 candidats à l'immigration clandestine, a réussi à franchir mercredi la barrière frontalière séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla, en escaladant la clôture en fer au niveau de la zone appelée Mariouari, ont rapporté des médias espagnols. Selon El Faro de Melilla, des agents de la Garde civile ont réussi à contenir l'entrée. Les événements ont eu lieu vers 08h30, comme l'a rapporté la délégation du gouvernement de Melilla. La plupart des migrants qui ont voulu franchir le périmètre frontalier ont abandonné leur tentative et rebroussé chemin. Cette tentative d'immigration clandestine a été confirmée par la section Nador de l'Association marocaine des droits de l'homme qui a précisé que des dizaines de personnes ont tenté de rallier l'enclave espagnole en utilisant une échelle pour escalader la clôture du côté marocain et rallier la ville espagnole. Dans une vidéo partagée par l'as-



sociation marocaine sur sa page Facebook, l'on peut voir que quelques instants après le début de l'intrusion, des sirènes ont commencé à retentir à travers le passage frontalier menant à la ville de Melilla, où quelques migrants marocains ont réussi à pénétrer avant l'arrivée de la police espagnole. Les postes frontaliers entre l'Espagne et le Maroc dans la ville autonome sont fermés depuis le 13 mars 2020 en raison de

la crise sanitaire provoquée par le Covid-19. Echaudés par une situation économique difficile, de plus en plus de Marocains tentent de regagner clandestinement l'Espagne à travers les deux enclaves de Melilla et Ceuta. Le 13 décembre, un bateau pneumatique avec à son bord 16 migrants, tous de nationalité marocaine, était arrivé au niveau des brise-lames du port de commerce de l'enclave espagnole de Melilla. Fin novembre, ils étaient quinze migrants marocains sur une trentaine de candidats à l'immigration clandestine à pouvoir accéder à la ville de Melilla, en utilisant des échelles. Ce nombre de migrants clandestins vient s'ajouter à celui enregistré en mai dernier quand plusieurs milliers de migrants marocains avaient franchi la frontière par la ville de Ceuta, l'autre enclave espagnole. Le 17 mai dernier, des milliers de candidats à l'émigration au Maroc, dont de nombreux jeunes, ont afflué illégalement dans la ville de Ceuta, avec la "bé-

nédiction" des garde-frontières marocains. En deux jours, jusqu'à 12.000 migrants ont traversé la frontière de l'enclave espagnole, "engloutissant" la ville de 80.000 habitants. La plupart ont été refoulés mais plus de 1000 mineurs marocains sont restés dans l'enclave espagnole, dont beaucoup errent dans les rues. Selon Madrid, parmi les migrants, 1.500 étaient des mineurs, tandis que l'association humanitaire Amnesty International avait avancé le chiffre de 2.000. Les autorités de Ceuta ont accusé le Maroc d'avoir manipulé les mineurs pour les encourager à franchir la frontière afin d'exercer une pression sur Madrid dans le contexte de la crise diplomatique entre les deux pays en raison de la présence sur le territoire espagnol à ce moment-là du président sahraoui, Brahim Ghali, pour des soins. Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez avait qualifié ces événements de "grave crise pour l'Espagne et aussi pour l'Europe".

MAROC/IMPOSITION DU PASS VACCINAL: Une organisation arabe apporte son soutien aux avocats

L'Organisation arabe des jeunes avocats a exprimé son soutien aux avocats marocains qui observent depuis une semaine un mouvement de protestation contre l'imposition du pass vaccinal comme condition pour accéder aux tribunaux. Sur sa page Facebook, l'organisation a fait part, mercredi, de son soutien "inconditionnel" aux avocats marocains contre les mesures qu'elle a qualifiées d'"arbitraires" et "qui affectent profondément l'indépendance de la profession et la noblesse de sa mission". Dans un communiqué, l'organisation a appelé "les autorités responsables de cette initiative à se rétracter afin de préserver les acquis des droits humains et de défendre le message de l'avocat". L'organisation a exprimé son alignement avec "tous les avocats et avocates marocains défendant l'immunité et l'indépendance" de la profession. Les avocats marocains ont mené un certain nombre d'actions de protestation contre l'introduction obligatoire de la vaccination pour accéder aux tribunaux. L'imposition de cette mesure a entraîné notamment le report d'un certain nombre de procès, ce qui, selon des observateurs, a causé un chaos sans précédent dans tous les tribunaux du Royaume. La Fédération des associations des jeunes avocats marocains a "sévèrement" condamné lundi dernier le déploiement des forces de sécurité au niveau des tribunaux. Les juristes ont estimé que ce déploiement sécuritaire portait "les indices d'un excès d'autoritarisme qui frappe le droit des citoyens à défendre leurs droits et libertés devant les tribunaux". L'Association des barreaux du Maroc a également condamné la décision, comme elle a menacé, dans un communiqué, d'aller vers l'escalade et de mener d'autres formes de protestation, au cas où "une partie insisterait pour violer l'indépendance des avocates et avocats marocains, ou les empêcher d'accéder aux tribunaux". En outre, l'association a appelé les avocats à "réaffirmer leur attachement à leur indépendance vis-à-vis de toutes les autorités", soulignant que "le ministre de la Justice n'a pas le droit, en tant qu'autorité exécutive, de saisir les juges de toute directive, orientation ou ordonnance, car cela constitue une atteinte à l'indépendance de l'autorité judiciaire".

MAROC: Les avocats manifestent contre l'imposition d'un pass vaccinal

Les avocats marocains ont investi la rue, mardi, pour la deuxième journée consécutive, pour réclamer l'annulation de la décision d'imposer le pass vaccinal comme condition d'accès aux tribunaux, ont rapporté des médias locaux. Les manifestations menées par des professionnels du secteur de la justice ont entraîné des tensions en raison notamment de la suspension des audiences jusqu'à l'annulation de la décision d'introduire le pass vaccinal, comme condition d'accès aux tribunaux sur tout le territoire du Royaume. Dans un communiqué relayé par des médias locaux, la Fédération des associations des jeunes avocats marocains, a "sévèrement" condamné lundi le déploiement des forces de sécurité au niveau des tribunaux, coïncidant avec l'imposition de la vaccination et les manifestations qui l'accompagnaient. Les juristes ont estimé que ce déploiement sécuritaire porte "les indices d'un excès d'autoritarisme qui frappe le droit des citoyens à défendre leurs droits et libertés devant les tribunaux". L'Association des barreaux du Maroc a également condamné la décision, comme elle a menacé, dans un communiqué, d'aller vers l'escalade et de mener d'autres formes de protestation, au cas où "une partie insisterait pour violer l'indépendance des avocates et avocats marocains, ou les empêcher d'accéder aux tribunaux". En outre, l'association a appelé les avocats à "réaffirmer leur attachement à leur indépendance vis-à-vis de toutes les autorités", soulignant que "le ministre de la Justice n'a pas le droit, en tant qu'autorité exécutive, de saisir les juges de toute directive, orientation ou ordonnance, car cela constitue une atteinte à l'indépendance de l'autorité judiciaire".

MORT DE JULIE LE GALLIARD A 31 ANS : Ces deux derniers mois de calvaire racontés par ses proches...

Morte à seulement 31 ans des suites du Covid-19, la boxeuse Julie Le Galliard souffrait d'une maladie immunodépressive. Cela a rendu les derniers mois très compliqués. C'est une nouvelle qui a attristé le monde du sport et de la boxe en particulier. À seulement 31 ans, Julie Le Galliard a été emportée dimanche dernier des suites du Covid.

La jeune femme, championne de France de boxe amateur en 2015 a dû combattre pendant deux mois un virus qui l'a terrassé. Admise à l'hôpital du côté de Marseille, elle a passé plusieurs semaines en réanimation à lutter pour sa vie. Doublement vaccinée, la jeune femme militait depuis un moment pour la vaccination. Alors qu'est-ce qui a pu causer la mort de cette jeune sportive ? D'après les informations du Parisien, Julie Le Galliard souffrait d'une déficience génétique, une maladie immunodépressive du sang. La boxeuse présentait un taux de globules insuffisant, qui affaiblissait

ses défenses immunitaires. Son amie Anne-Sophie Mathis, ancienne quadruple championne du monde des super-légers, s'est confiée à nos confrères sur les derniers mois terribles vécus par la défunte. "Julie est apaisée de la douleur et de la peur après ses deux longs mois interminables", assure celle qui explique que "Julie avait un mental de guerrière mais peu de gens savaient la faiblesse de son corps". Il a fallu l'intuber très tôt et elle a eu ensuite un problème à la carotide. Elle a perdu beaucoup de sang et il a fallu l'opérer pendant 8 heures. C'est un véritable calvaire vécu par Julie Le Galliard



au cours des deux derniers mois, comme le raconte un de ses proches au Parisien. "Julie a tout de suite eu des complications liées au Covid. Il a fallu l'intuber très tôt et elle a eu ensuite un problème à la carotide. Elle a perdu beaucoup de sang et il a fallu l'opérer pendant 8 heures", dévoile-t-il. Un combat extrêmement compliqué pour la boxeuse installée à Avignon, au point qu'une décision radicale ait dû être prise. "Julie a été longuement plongée dans le coma et elle a traversé les deux derniers mois de sa vie dans des conditions très compliquées. C'est d'une tristesse infinie", conclut son proche.

MORT DE NAYA RIVERA : Son père raconte leur dernière conversation, juste avant le drame

La mort tragique de l'actrice Naya Rivera en juillet dernier continue de hanter son père, George, qui vient de se confier sur le dernier appel avec sa fille, quelques heures avant le drame. C'est une histoire qui a ému toute l'Amérique. Le 8 juillet 2020, l'actrice américaine de 33 ans, Naya Rivera, mère d'un petit Josey avec l'acteur Ryan Dorsey, se noyait lors d'une escapade en bateau avec son garçon. Une mort brutale qui a terriblement choqué ses proches comme les acteurs de la série qui l'a révélée, Glee. Si son ex-mari a attaqué en justice le responsable de sa mort, son père, George, s'en est lui-même pris au producteur de Glee, Ryan Murphy. Bouleversé par la mort de sa fille, ce dernier s'est récemment confié au magazine People sur ses derniers échanges avec sa fille avant le drame. C'est le jour même de sa mort que Naya a appelé son père pour la toute dernière fois. Partie se ressourcer dans un lac à l'ex-

térieur de Los Angeles avec son fils Josey, la jeune femme a décidé d'appeler son père en Facetime pour lui demander un conseil. "Elle m'appelait toujours pour ce genre de choses et là elle voulait aller nager avec Josey au milieu du lac", raconte George pour expliquer la raison de cet appel. C'est lorsque sa fille lui a précisé que le bateau qu'elle a loué ne possédait pas d'ancre que George a immédiatement compris que sauter dans l'eau serait une mauvaise idée. "Je voyais bien que le vent soufflait fort et j'ai vite eu une boule au ventre", se rappelle-t-il.

Je n'arrêtais pas de lui dire 'Ne sors pas du bateau ! Ne sors pas du bateau !' Il va dériver lorsque tu seras dans l'eau

George Rivera tente alors de convaincre sa fille de ne pas se mettre à l'eau : "Je n'arrêtais pas de lui dire 'Ne sors pas du bateau ! Ne sors pas du bateau !' Il va dériver lorsque tu seras dans l'eau". Un appel qui va

durer environ 3 minutes avant que la liaison ne coupe. George est alors très inquiet pour sa fille, même si cette dernière semble plutôt sereine sur le moment. "J'ai eu le sentiment que quelque chose n'allait pas et ça me tue aujourd'hui", confesse-t-il à raison puisque quelques heures après, sa fille se noyait. Après être allée à l'eau avec son fils, Naya Rivera s'est épuisée en sauvant la vie de son fils pour lui permettre de remonter à bord du bateau. À bout de force, elle s'est noyée et les secours ont retrouvé son corps cinq jours plus tard. Une tragédie qui a ému ses fans, très mécontents de son absence dans les hommages aux derniers Grammys. Désormais seul, George a enterré sa fille le 24 juillet, au Forest Lawn Memorial Park de Los Angeles en présence de plusieurs acteurs de Glee et doit désormais se reconstruire en tentant de faire le deuil de Naya.

NETFLIX : « Cowboy Bebop » et « Hellbound », deux adaptations live et deux visions de la pop culture

Netflix adapte en live un animé culte des années 1990 et un webtoon coréen à succès, pour deux résultats et visions différentes de la pop culture d'aujourd'hui. Netflix a mis en ligne vendredi deux nouvelles séries : Cowboy Bebop, la version live de l'animé culte, et Hellbound, la potentielle sensation coréenne post-Squid Game. Les deux sont des adaptations, plus ou moins libres, et disent également beaucoup sur la pop culture d'aujourd'hui, entre allégeance à la nostalgie et politique des auteurs. Très attendue, voire crainte par les fans, la série live Cowboy Bebop cherche à coller au plus près à l'œuvre originale, à (ré)incarner son esprit, tandis que Hellbound voit le réalisateur de Dernier train pour Busan, Yeon Sang-ho, porter lui-même son webtoon à l'écran et continuer ses réflexions sur l'humanité.

« Cowboy Bebop » mais en vrai, en dur, en kitsch

Nous sommes en 2071, la Terre est inhabitable et les humains sont partis à la conquête du système solaire et à la colonisation d'autres planètes. A bord de leur vaisseau spatial, le Bebop, les chasseurs de prime Spike et Jet naviguent dans cet espace devenu nouveau

Far West. Dès le premier épisode, les intentions des équipes créatives et de Netflix sont claires : vous allez voir Cowboy Bebop mais « en vrai ». Avec de vrais acteurs, de vrais costumes, de vrais décors, de vrais effets spéciaux, et le vrai budget qui va avec. Cette re-création a en effet quelque chose d'exaltant, proche du fan film ou d'une seconde jeunesse. Du moins au début. Car très vite, malgré l'implication des interprètes et des trouvailles de mise en scène, l'univers pop et coloré de la série originale se retrouve ici délavé, presque dévitalisé. Déjà au musée. Ce qui, paradoxalement, sur la longueur, participe à créer un sentiment de mélancolie, pas si éloigné de celui de la série originale. Le Cowboy Bebop animé était un chef d'œuvre de free-jazz, là où sa version live propose une partition désaccordée mais appliquée. Ce qui laisse, après l'échec total de Death Note, une lueur d'espoir pour les futures adaptations de Yu Yu Hakusho et One Piece.

« Hellbound », l'enfer est pavé de bonnes réflexions

Essentiellement connu pour le film Dernier train pour Busan et sa suite Peninsula, l'auteur-réalisateur sud-coréen Yeon Sang-ho a déjà une œuvre

également riche de courts-métrages, films d'animation (The King of Pigs, The Fake, Seoul Station), et une série inédite (The Cursed). A chaque fois, il fait intervenir l'horreur ou le fantastique pour mieux interroger notre humanité, et, disons-le, le pire de l'humanité. Avec Hellbound, il adapte lui-même le webtoon qu'il a écrit et réalisé, et dont le dessin est assuré par Choi Kyu-sok. La version papier est disponible en deux tomes chez Delcourt/Kbooks. Des créatures mystérieuses attaquent des hommes et des femmes supposés honnêtes pour les conduire en Enfer, ne laissant que des corps calcinés derrière eux. Certains y voient la volonté de Dieu, tandis que d'autres veulent découvrir le pot aux roses... si pot aux roses il y a. Avec ses monstres en mauvais CGI, Hellbound assume de ne pas verser dans le fantastique et le spectaculaire, et préfère le mélange des genres, les études de cas, les questions philosophiques, ce que le cinéaste oscarisé pour Parasite, Bong Joon-ho, décrit, au sujet du webtoon, comme « un monde de terreur suffocant que les mots "farce de Dieu" ou "absurdité suprême" ne sauraient définir ». De la pop culture des (h)auteurs.

Castlevania prendra fin sur Netflix après la saison 4

Une date de diffusion a été dévoilée au passage. L'adaptation de Castlevania touche à sa fin sur Netflix. La série animée se terminera avec la quatrième saison à venir. Une ultime saison 4 qui débutera le jeudi 13 mai, annonce le streamer aujourd'hui avec ce court teaser ci-dessous. Deadline précise au passage que Netflix envisage une nouvelle

série se déroulant dans le même univers, mettant en vedette une nouvelle galerie de personnages. En attendant de voir si ce spin-off de Castlevania se concrétise, rappelons que le studio derrière l'excellent animé gore et sanglant a déjà signé une nouvelle série dans le même genre, Blood of Zeus, qui joue avec la mythologie des Dieux de l'Olympe.

Titane recalé, la France n'aura pas de représentant aux Oscars 2022

Une pré-liste de 15 films a été dévoilée avant les nominations. La Palme d'Or ne sera pas en lice pour le prix du Meilleur film international. C'est une grosse déception pour le cinéma français. Sacré à Cannes avec Titane (de Julia Ducournau) puis à Venise avec L'Événement (d'Audrey Diwan), il ne sera même pas représenté aux Oscars 2022 ! L'Academy américaine a dévoilé hier soir une pré-liste avant les fameuses nominations, qui tomberont le 8 février prochain. Et le représentant tricolore n'en fait pas partie. C'est la deuxième année de film français sélectionné pour le prix du Meilleur film international (le dernier fut Les Misé-

bles en 2020). Titane, qui avait été retenu par une commission (à la place de Bac Nord et L'Événement), n'a pas convaincu les votants américains. Trop radical et dérangeant, c'est un "camouflet" pour la France, écrit le site hollywoodien Variety, qui analyse et regrette : "Tout le monde savait que ce film serait difficile à vendre aux membres de l'Academy, mais tout le monde pensait qu'il aurait au moins pu figurer dans cette pré-liste". Autre absent de marque : Memoria, le film choc d'Apichatpong Weerasethakul, également sacré sur la Croisette par le Prix du Jury, ne sera pas en lice le 27 mars 2022 à Los Angeles lors de la 94e cérémonie des Oscars.

La belle bande-annonce du nouveau Leos Carax

Marion Cotillard et Adam Driver sont en couple pour le réalisateur des Amants du Pont-Neuf et Holy Motors. La bande-annonce d'Annette vient de tomber, et elle s'ouvre sur un carton révélant que cette comédie musicale de Leos Carax a été choisie pour ouvrir la compétition du prochain festival de Cannes, qui se tiendra exceptionnellement en juillet (du 6 au 17 précisément). Adam Driver y joue Henry, un comédien de stand-up, qui tombe amoureux d'Ann, une chanteuse à la renommée internationale incarnée par Marion Cotillard. Ils se mettent en couple, mais comme on peut le voir sur ces premières images à la fois très esthétiques et inquiétantes, leur relation ne sera pas de tout repos. La naissance de leur bébé, Annette, va notamment les chambouler. Ce film marque le grand retour du réalisateur sur la Croisette, neuf ans



après la présentation de Holy Motors. Véritable comédie musicale moderne, dont la musique a été écrite et composée par les frères Ron et Russell Mael, fondateurs du groupe Sparks, Annette est l'un des projets les plus intrigants du moment. Simon Helberg (Big Bang Theory), la chanteuse Angèle ou encore Kait Tenison (Chefs, Premières vacances) sont également au casting.

Ouverture de la 13e édition du Festival international de bande dessinée d'Alger

La 13e édition du Festival international de bande dessinée d'Alger (Fibda) s'est ouverte, mercredi soir à l'Office de Riadh El Feth (Oref), avec la participation de plusieurs pays, dont la Tunisie en tant qu'invitée d'honneur.

Lors de la cérémonie d'ouverture qui s'est déroulée en présence d'un public passionné du 9e art, un hommage a été rendu aux deux pionniers de la bande dessinée Saïd Zaïnoune et le défunt Mohamed Aram. Une fresque de trois tableaux sur le Coronavirus, intitulée "vivre en temps de Covid" réalisée par les étudiants de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger (ESBA), a été inaugurée. Dans son allocution, la ministre de la Culture et des Arts, Wafaa Chaalal a estimé que le 9e art "était connu en Algérie depuis la Guerre de libération nationale, et était utilisé comme une arme artistique pour la sensibilisation à l'affranchissement du colonialisme". La ministre a remercié "les créateurs de bande dessinée, à commencer par ses premiers pionniers et doyens (...), ainsi que les jeunes amateurs engagés dans cet art". Pour Mme Chaalal, l'accueil de la Tunisie comme invitée d'honneur est "l'expression de la pro-

fondeur des liens culturels qui se consolident à travers la participation commune des deux pays frères à divers événements culturels, comme le cinéma et le théâtre...". L'édition 2021 se caractérise par de nombreux stands qui reflètent le monde de la bande dessinée et sa culture dans plusieurs pays, particulièrement le Japon et les USA, à l'instar de "HB Manga Kiss" et de "Taku Shop" qui exposent notamment des accessoires, des posters et des publications. La culture coréenne est également présente à travers, le stand "Korea Shop dz" qui propose tout ce qui a un lien avec la musique Pop et la culture coréenne en général. Le 13e Fibda sera ponctué par l'organisation d'expositions de bande dessinée, de conférences, d'ateliers de formation et de défilés Cosplay avec la participation d'une vingtaine d'artistes et de bédésistes algériens et étrangers (Japon, Etats-Unis d'Amérique, France et Côte d'Ivoire). Orga-



nisée après une absence de près de deux ans pour cause de pandémie, cette édition est axée sur le volet de la formation à travers des confé-

rences suivies d'ateliers avec accès gratuit pour les étudiants des Beaux-arts d'Alger et des autres wilayas et une réduction de 50% pour le grand

public. Dans ce cadre, une conférence intitulée "Passerelles entre la BD algérienne et le manga japonais" sera animée par des académiciens de l'Université japonaise de Tsukuba et des créateurs de mangas japonais, à l'instar d'Aoyagi Etsuko et Miki Yamamoto. Des artistes français de Cosplay de renommée internationale comme Isabelle Jeudy (championne du monde de Cosplay en 2007) et Alice Héruault (championne de France de Cosplay en 2019) animeront aussi une conférence intitulée "Parlons Cosplay". Des conférences sur la BD tunisienne, la BD en Tamazight, les adeptes de la bande dessinée en Algérie, la bande dessinée africaine et la bande dessinée comme outil de développement des compétences linguistiques sont également prévues. Le Fibda, qui ouvre ses portes de 10h00 à 19h00, se déroulera dans le respect du protocole sanitaire, ont assuré les organisateurs. Le prix d'entrée est de 500DA.

BOUIRA:

22 films en lice pour le prix des 3es journées nationales du court-métrage amateur

Au total 22 films sont en lice pour le prix de la 3e édition des journées nationales du film court-métrage amateur, ouverte dimanche à la maison de la culture Ali Zaïmoum de la ville de Bouira, a-t-on appris auprès des organisateurs. "Vingt-deux réalisateurs, issus de plusieurs wilayas du pays, prennent part à cette troisième édition des journées nationales du film court-métrage amateur qui s'est ouverte dimanche et qui s'étalera jusqu'au 22 décembre courant", a déclaré à l'APS, la directrice de la maison de la culture, Saliha Chirbi. La commission de sélection du ministère de la culture et des arts, a donné son accord pour la participation, à cette compétition, de 22 films sur les 24 prévus, selon la même source. Trois lauréats seront primés à la fin de cette manifestation culturelle, qui a connu la projection, le premier jour, de sept films amateurs, a-t-elle expliqué. Le fameux

film "Ines" du réalisateur Djamel Bacha, qui a décroché une douzaine de prix nationaux et internationaux, a été projeté à l'ouverture de ces journées. L'ouverture de cette 3e édition a connu aussi la projection en avant-première du film court métrage "Inza" réalisé par le Ciné Club de la maison de la culture de la wilaya de Béjaïa. Le court métrage "Oulbat Choukoulat" (Une boîte de Chocolat) du réalisateur Cherbel Mustapha (Sétif) et celui "El Kalima El Akhir" (Le dernier mot) du réalisateur Youcef Bentis et aussi "Bridge" de Boukef Mohamed Tahar, ont été projetés au premier jour de cette manifestation du 7e art. D'autres courts métrages de réalisateurs des wilayas d'Adrar, Ain Témouchent, Khenchla, Mostaganem, Alger, Relizane et Naâma, seront également projetés durant ces journées nationales. Les réalisateurs Youcef Bentis, ainsi que Boukef Mohamed

Tahar, qui ont remporté le prix du président Ali Maâchi, sont présents à cet événement, a fait savoir Mme Chirbi. En dehors de cette manifestation, les films "Lala Zoubida" de Yahia M'Zahem, et "Ila Akhir Ezzaman" de Yasmine Chouikh, seront aussi projetés. Une série d'ateliers dédiés à "la musique au Cinéma", "l'art de réalisation", "techniques et métiers du cinéma" ainsi qu'à "l'éclairage dans le cinéma" est au menu de ces journées. Une exposition de maquettes de films amateurs participants, ainsi que de photographies de personnalités du 7e art et acteurs, est organisée à l'occasion, au hall de la maison de la culture Ali Zaïmoum. "L'objectif de cette manifestation est d'encourager les jeunes talents du Cinéma algérien à s'améliorer davantage et leur permettre d'échanger des expériences liées au septième art", a souligné Mme Chirbi.

2021/CULTURE :

L'année de la reprise timide et prudente

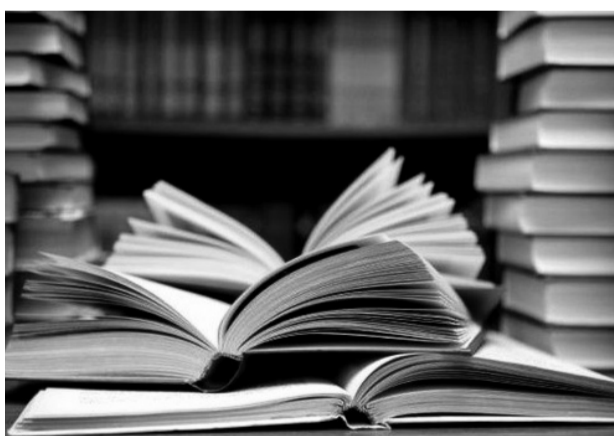
Pour le paysage culturel algérien, à l'instar des autres pays du monde, 2021 aura été l'année de la reprise timide et prudente après une première année de pandémie et d'incertitudes. En plus d'avoir tenté un retour à la normale, 2021 aura vu également la manifestation claire d'un intérêt certain des pouvoirs publics pour l'économie culturelle et l'industrie cinématographique. Après une extinction quasi totale des projecteurs en 2020, cette année aura été marquée par une tentative de retour à la normale, pour sauver une saison perdue et des créneaux professionnels menacés, avec l'organisation au printemps du Festival national du théâtre professionnel et d'un Salon national du livre dans des conditions de prévention des plus inhabituelles pour le monde de la culture. Dans le monde du spectacle vivant, seuls les théâtres ont assuré un minimum de continuité depuis le printemps, malgré une autre fermeture en été, alors que le monde de la musique et de la danse qui avaient beaucoup souffert du gel des activités en 2020 peinent vraiment à reprendre un semblant d'activité, les principaux événements n'ayant toujours pas été reconduits. Fortement impacté en 2020, le secteur de l'édition et l'industrie du livre, qui a connu une énorme baisse des publications et la cessation d'activité de nombreuses maisons d'édition et imprimeries, souffre toujours autant des conséquences de la crise sanitaire malgré le retour au-devant de la scène de certains grands noms de la littérature algérienne à l'instar de Yasmina Khadra, Waciny Laredj ou encore Amin Zaoui. La bibliothèque algérienne s'est également enrichi cette année de nouvelles publications liées à l'histoire, et de l'émergence de nouveaux auteurs qui ont connu un engouement notable des lecteurs. Le Salon international du livre d'Alger, événement culturelle le plus attendu du public a été reporté cette année encore

au mois de mars 2022.

Un premier forum de l'économie culturelle

Elément essentiel de l'économie culturelle par sa portée touristique, le patrimoine culturel algérien n'a connu aucune avancée notable en cette année, marquée par une instabilité administrative et financière des établissements de ce secteur qui a participé à un seul dossier de classement multinational, celui de la calligraphie arabe classée au patrimoine mondial de l'humanité, alors que de nombreux chantiers nationaux et internationaux restent en suspens. 2021 aura été l'année de la tenue du premier forum de l'économie culturelle, un événement rassemblant des membres du Gouvernement, des représentants des organismes et institutions de l'Etat ainsi que des experts et des acteurs des secteurs de la culture et de l'économie pour faire évoluer la Culture vers un secteur créateur de richesses et d'emplois. Lors de ce forum, tenu au mois d'avril, le lancement du projet cinématographique dans la ville de Timimoune, l'ouverture imminente du complexe de cinéma à Oran et à Alger ont été annoncés en plus de la création d'une école de formation cinéma à Constantine et de l'académie des arts à Tizi Ouzou, des projets qui attendent encore d'être concrétisés. Outre cet événement, les pouvoirs publics ont manifesté un intérêt certain pour l'industrie cinématographique avec la publication de décrets portant création du Centre national de l'industrie cinématographique, et de l'établissement public "Al Djaïri pour la production, la distribution et l'exploitation du film sur l'Emir Abdelkader. En plus de cet intérêt institutionnel, le 7e art algérien aura vu la sortie et la distribution dans les salles de nombreuses productions récentes qui ont connu un engouement notable du public, malgré l'absence encore cette année des trois principaux festivals algériens de cinéma.

Le roman algérien au centre des travaux du séminaire "El Mouggar culturel"



Les participants au 3ème séminaire national "El-Mouggar culturel", ouvert mercredi à Tindouf ont, lors des travaux de la première journée de cette rencontre littéraire, mis en avant le rôle important du roman algérien dans l'histoire contemporaine de l'Algérie, notamment durant la guerre de libération nationale. Les intervenants, universitaires, romanciers, auteurs et poètes, ont souligné que le roman fut lors de cette période de l'histoire de l'Algérie comme un outil de lutte, un fort appui de la guerre de libération et un riche référent pour le cinéma algérien dans son âge d'or. Placé sous le thème "l'être et le possible dans le roman algérien", ce 3ème rendez-vous du "El-Mouggar culturel" (22-23 décembre), a permis de valoriser les importants acquis atteints par le roman algérien à travers différentes étapes de l'Histoire de l'Algérie.

Dans sa communication intitulée "Le Sahara dans le Roman Algérien", Habib Mensi, de l'université de Sidi Bel-Abbès et membre du Conseil scientifique de la langue arabe, a mis en exergue les motivations dans l'adoption du Sahara comme thème de roman et sa découverte à travers les œuvres narratives des jeunes algériens illustrant l'homme du désert, ses us et traditions. Abondant dans ce sens, le conférencier a également évoqué le volet historique des populations ayant peuplé ces vastes espaces sahariens, à travers les Ksour, les palmeraies, les foggaras, le commerce du troc entre tribus et d'autres thèmes non abordés par le roman arabe. L'auteur et poète Noureddine Mabkhouti (Tlemcen) a passé en revue, dans sa communication "le Roman algérien pour enfants, dichotomie de l'absence et de la présence", certaines questions sur ce genre littéraire dédié aux enfants, tentant ainsi de présenter des modèles de production romanesque pour les enfants. Le programme de la première journée de cette manifestation culturelle nationale, qu'abrite la Maison de la Culture "Abdelhamid Mehri", prévoit une série de communications et d'exposés ayant trait au thème, en plus de l'animation d'ateliers littéraires et la tenue d'une cérémonie à titre posthume en l'honneur de l'écrivain El-Fadil El-Kouri, originaire de la wilaya de Tindouf. Approché par l'APS, un membre de la famille du défunt a salué l'initiative qu'il a qualifié d'apport enrichissant la scène culturelle locale et de halte en l'honneur de la Culture et des hommes de culture algériens. Le défunt a légué dans son répertoire littéraire une série d'œuvres, dont "Ettyaf El-Djenna" et "Lahadat Mesrouka", ayant été primée lors de différentes occasions, ont fait savoir les responsables du secteur de la culture et des arts de la wilaya de Tindouf.

CLASSEMENT FIFA : L'Algérie gagne trois places et termine l'année à la 29e place

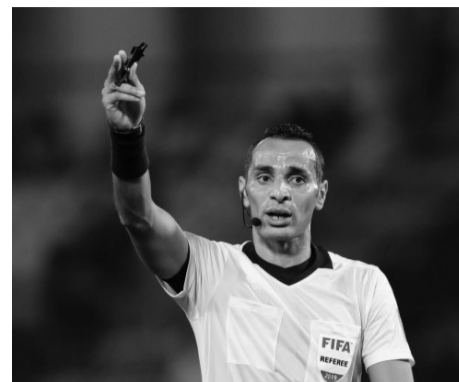
La sélection algérienne de football, sacrée en Coupe arabe Fifa 2021 au Qatar, a gagné trois places (29e), au dernier classement mondial de la Fédération internationale de football (Fifa) au titre de l'année 2021, publié jeudi sur son site officiel.

Au plan continental, l'Algérie s'est hissée à la troisième place, devancée par le Sénégal (20e, inchangé) et le Maroc (28e), en devançant la Tunisie (30e, -1) et le Nigeria (36e, -10 places). Les autres sélections qui complètent le Top 10 africain sont : l'Égypte (45e, inchangé), le Cameroun (50e, inchangé), le Ghana (52e, inchangé), le Mali (53e, -1) et la Côte d'Ivoire (56e, inchangé). La sélection algérienne a gagné trois places au classement de la Fifa grâce à sa victoire obtenue le 18 décembre en finale de la Coupe arabe Fifa 2021 face à la Tunisie



(2 à 0), une première historique pour les "Verts". Les trois prochains adversaires des "Verts" au premier tour de la CAN-2021 au Cameroun (9 janvier - 6 février) : la Côte d'Ivoire, Sierra-Leone, et la Guinée équatoriale, sont logées respectivement à la 56e (inchangé), 108e (inchangé) et 114e place (inchangé). Au classement mondial, la Belgique (1828.45) a préservé sa première place et termine ainsi l'année 2021 en tête, devant le Brésil (1826.35) et la France (1786.15). Les équipes du top 10 restent inchangées par rapport au précédent classement.

CAN 2022 : Cinq arbitres algériens retenus



Ils sont cinq arbitres algériens à faire partie de la liste des 63 arbitres qui officieront lors de la Coupe d'Afrique des Nations en janvier prochain. Arbitre algérien de référence, Mustapha Ghorbal, a été sélectionné par la CAF dans la liste des 24 arbitres centraux. Etchiali Abdelhak et Mokrane Gourari l'assisteront dans sa tâche. À l'assistance vidéo, on retrouve deux autres arbitres internationaux algériens ; Lahlou Benbraham et Abid Charef Mehdi.

COUPE ARABE : Hocine Benayada honoré à Oran après le sacre arabe des Verts

L'international algérien, Hocine Benayada, a été honoré par les autorités locales de la wilaya d'Oran qui lui ont décerné une médaille d'or en guise de récompense après sa contribution dans le sacre arabe décroché samedi par la sélection algérienne de football A' au Qatar, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Une cérémonie en l'honneur du latéral droit de 29 ans a été organisée, mercredi soir, au siège de la wilaya par le chef de l'exécutif Saïd

Sayoud, en présence d'autres responsables locaux, au cours de laquelle une " médaille d'or a été décernée au joueur en guise de récompense pour la joie qu'il a réussie à procurer avec ses camarades au peuple algérien", a souligné la même source. En marge de cette cérémonie en l'honneur du joueur natif d'Oran, M. Sayoud a eu également un entretien par vidéo avec Baghdad Bounedjah, un autre enfant d'Oran ayant participé à la Coupe arabe, et

l'entraîneur national, Madjid Bougherra, pour les féliciter après cette nouvelle distinction du football algérien, ajoute-t-on de même source. La sélection nationale s'est adjugée pour la première fois de son histoire la Coupe arabe, organisée aussi pour la première fois sous l'égide de la fédération internationale de football (Fifa) grâce à sa victoire face à la Tunisie (2-0 a.p) lors de la finale disputée samedi passé à Doha (Qatar).

EN : Bensbaini, «Entre une qualification au mondial et une autre CAN? Je prends la CAN»

Ramy Bensbaini, l'international algérien du Borussia Mönchengladbach qui s'apprête à disputer la 33^{ème} édition de la Coupe d'Afrique des Nations le mois prochain au Cameroun, a répondu aux questions de nos confrères de Canal+ Sport Afrique. À 26 ans, Ramy Bensbaini semble être totalement arrivé à maturité. Actuellement le meilleur défenseur-buteur d'Europe, avec 8 buts en 34 matchs en 2021, le joueur formé au Paradou a révélé que remporter un deuxième sacre africain au Cameroun était plus important à ses yeux qu'une simple qualification en coupe du monde « Je ne peux pas choisir les deux? (il rigole...). Je choisis un deuxième trophée en coupe d'Afrique. Pour la Coupe du Monde, je participerai à celle d'après... », a fait savoir l'actuel champion d'Afrique. En rétorquant à une question sur l'embarras du choix avec l'effectif riche qu'a sous le main Djamel Belmadi, Ramy Bensbaini a joué la carte de la solidarité: « J'avoue que l'entraîneur a l'embarras de choix, mais ce qui fait notre force, c'est qu'on forme une famille. Nous nous entendons super bien, tu ne sens pas une différence entre les joueurs qui évoluent en Europe, ceux qui jouent en Algérie ou ceux des autres championnats, nous sommes très solidaires. » Pour rappel, les Verts entameront la défense de leur titre mardi 11 janvier 2022 à 14h (heure d'Alger) contre la Sierra Leone au stade de Japoma à Douala, avant de défier la Guinée équatoriale le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h), puis la Côte d'Ivoire le jeudi 20 janvier 2022 sur le même stade (17h).

COUPE ARABE DE LA FIFA-2021 INFANTINO : « Un nouvel exploit pour le football algérien »

Le président de la Fédération internationale de football (Fifa) Gianni Infantino, a qualifié la Coupe arabe de la Fifa-2021, remportée par l'équipe nationale A' au Qatar, de "nouvel exploit du football algérien", dans un message de félicitations adressé au président de la Fédération algérienne (FAF) Amara Charaf-Eddine. "Le 18 décembre dernier, dans la magnifique enceinte du stade d'Al-Bayt, l'Algérie a remporté la Coupe arabe de la Fifa, Qatar-2021, en battant la Tunisie 2-0 en prolongations, au terme d'un match à suspense, devenant ainsi le premier pays à inscrire son nom au palmarès de la Coupe arabe de la Fifa. Je tiens à vous réitérer mes félicitations les plus sincères pour ce nouvel exploit du football algérien", a indiqué le patron de la Fifa dans ce message, publié sur la page officielle Facebook de la FAF. Pour sa troisième participation en Coupe arabe, l'Algérie a réussi un retentissant exploit de remporter le trophée, en battant la Tunisie (2-0, a.p), grâce à des réalisations signées Sayoud (99e) et Brahimi (120e+5). "Je tiens également à exprimer nos plus sincères remerciements à votre équipe nationale, pour sa contribution au succès de cette première édition de la Coupe de la Fifa, Qatar-2021. Cette compétition a été une célébration inoubliable du football, notamment grâce à la performance des Fennecs. La Coupe arabe de la Fifa, nous a montré à quel point cette compétition internationale a captivé les gens dans les pays participants respectifs et dans le monde entier", a-t-il ajouté. Gianni Infantino a tenu également à transmettre ses félicitations à tous ceux qui ont contribué à "ce triomphe". "Veuillez transmettre mes félicitations à tous ceux qui ont contribué à ce triomphe, les joueurs, l'entraîneur, mais aussi l'équipe technique et médicale, et bien sûr les supporters". Avant de conclure : "De telles victoires sont toujours basées sur le travail, le professionnalisme, et l'attention aux détails, ainsi que sur la passion et l'amour du jeu. Tout cela augure bien d'un avenir très prometteur et ouvrira sans aucun doute la voie à de futurs succès".



En pleine bourre depuis son arrivée à Clermont à l'été 2019, Akim Zedadka revient de loin. Repéré par le club auvergnat lors d'une rencontre durant laquelle il jouait avec le maillot de l'UNFP sur le dos, le franco-algérien de 26 ans a longtemps galéré. Parmi les facteurs qui lui ont fait raté le premier train, le monde des agents a sa part de responsabilité. "Des agents m'appelaient et je leur disais : "si vous me trouvez quelque chose, je signe avec vous". Sauf que les mecs appelaient tous les clubs et me faisaient passer pour quelqu'un que je n'étais pas. Quand huit agents appellent pour parler de Zedadka, les recruteurs se disent : "Les trois-quarts sont des guignols, ça veut dire que le jeune est un guignol!" a-t-il reconnu dans les colonnes de L'Équipe.

CLERMONT FOOT : Akim Zedadka raconte ses problèmes d'agents

En pleine bourre depuis son arrivée à Clermont à l'été 2019, Akim Zedadka revient de loin. Repéré par le club auvergnat lors d'une rencontre durant laquelle il jouait avec le maillot de l'UNFP sur le dos, le franco-algérien de 26 ans a longtemps galéré. Parmi les facteurs qui lui ont fait raté le premier train, le monde des agents a sa part de responsabilité. "Des agents m'appelaient et je leur disais : "si vous me trouvez quelque chose, je signe avec vous". Sauf que les mecs appelaient tous les clubs et me faisaient passer pour quelqu'un que je n'étais pas. Quand huit agents appellent pour parler de Zedadka, les recruteurs se disent : "Les trois-quarts sont des guignols, ça veut dire que le jeune est un guignol!" a-t-il reconnu dans les colonnes de L'Équipe.

IL A RENDU VISITE A L'EQUIPE DU MCO MERCREDI A L'HOTEL ZENITH : Le Wali secoue le cocotier et réclame le départ de Mehiaoui

Le premier magistrat de la Wilaya d'Oran, Mr. Sayoud ne rate pas l'occasion de montrer qu'il suit de près ce qui se passe au sein du MCO, surtout que l'équipe va de mal en pis, quelque soit sur le plan des résultats, mais aussi les problèmes qui grandissent de



jour en jour au sein du bord ! Au vu des derniers problèmes qui secouent l'équipe et notamment l'absence du président Mehiaoui, qui est en abandon de poste, prétextant une maladie, le wali d'Oran, Sayoud a rendu visite à l'équipe mercredi après-midi à l'hôtel « Zenith », où il a rencontré les joueurs, les membres du staff techniques, à leur tête le coach Moez Bouakez, mais aussi, le D.G Benaceur, Youssef Djebbari, Bensenouci, le président du club Amateur, ainsi que Benzerga Cheikh Redouane et là, le premier responsable de la wilaya d'Oran n'est pas allé d'une main molle pour fustiger les actionnaires et surtout le président Tayeb Mehiaoui, mais avant il a tenu à rassurer les joueurs.

« On fera tout pour vous mettre dans les meilleures conditions » Sayoud n'a pas eu la langue de bois et a déclaré : « Je ne suis pas venu pour voir les dirigeants, mais je suis venu pour les supporters de ce grand club, mais aussi vous les joueurs, car je sais que vous n'êtes pas dans les meilleures conditions. Ce que j'ai à vous dire est que je ferai de mon mieux, pour vous mettre à l'aise, en réglant le problème de l'hébergement, au moment opportun, on donnera une autre aide financière au club, je ferai aussi tout mon possible pour régler le cas Maghreb Emballage, mais aussi Tosityali, mais j'attends de vous que vous réalisiez votre part du marché, à savoir améliorer les résultats de l'équipe ».

« Comment Mehiaoui a-t-il se moquer de toute une ville et abandonner l'équipe ? »

Après avoir rassuré les joueurs, le wali d'Oran a fustigé le président Mehiaoui et a déclaré devant tout le monde, quelque soit, les joueurs, le dirigeant et le staff technique : « Comment Mehiaoui peut-il se moquer de tout le monde et laisser l'équipe et partir, pour moi, il est en abandon de poste et cela, il va le payer très cher, en plus il doit justifier au dernier centime ce qu'il a dépensé des 5 milliards de centime que je lui ai alloué comme aide, vous devez lui retiré votre confiance de suite, il ne doit plus rester à ce poste, car il a purement et simplement trahi la confiance de tout le monde y compris moi et tous les habitants de la ville d'Oran, car le MCO est un patrimoine de la ville d'Oran ».

« Les dirigeants ne sont pas à la hauteur et même Chérif El Ouezzani m'a déçu ! »

Sayoud ne s'est pas arrêté là et a ajouté : « Les dirigeants et les actionnaires de ce club ne sont pas à la hauteur, car ils ont conduit le club à cette situation, ou bien par leur mauvaise gestion ou leur silence sur les mauvaises pratiques, il y a un actionnaire qui a pris une photo avec moi et par la suite je le trouve mêlé à une affaire scabreuse de cocaïne, ce n'est pas du tout normal et même Chérif El Ouezzani a pris 400 millions en cette période dur que vit le club. Au lieu de prêter main forte à l'équipe, on est en train de penser à soit même, un club comme le MCO ne mérite pas ce genre de traitement ! En tout cas les autorités ne le laisseront pas tomber et des décisions importantes seront prises dans les prochains jours inshallah ! ». Au vu de cette sortie du Wali, qui est une première dans les annales du club beaucoup de choses vont bouger autour du MCO et pourquoi pas le souhait de tous les supporters à savoir la venue d'une société nationale !

L.Nacer

أخبار وطنية

روبورتاجات

تحقيقات

حوارات

تسالي...

EL-DIWAAN
اليومية وطنية متخصصة ثقافية
الديوان



#وعينا - يحمينا # سلامتك - مسؤوليتك

INDE :

Le compte Twitter du Premier ministre Narendra Modi piraté par des escrocs en cryptomonnaies

Un tweet annonçait que le gouvernement indien avait officiellement acheté 500 bitcoins et qu'il était « en train de les distribuer à tous les habitants ». Le message affirmait que son pays avait adopté le bitcoin comme monnaie légale. Le compte Twitter du Premier ministre de l'Inde Narendra Modi a été piraté ce dimanche, a indiqué son cabinet. Le tweet annonçait que le gouvernement indien avait officiellement acheté 500 bitcoins et qu'il était « en train de les distribuer à tous les habitants ». Il était accompagné d'un lien qui renvoyait vers une escroquerie mais, selon un tweet du cabinet de Narendra Modi, il a été rapidement supprimé.

JAPON :

24 personnes meurent dans l'incendie « potentiellement criminel » d'une clinique

Selon les médias locaux, les enquêteurs soupçonnent un incendie volontaire. Le bilan est particulièrement lourd. Au moins 24 personnes ont trouvé la mort vendredi dans un incendie qui a ravagé une clinique située dans un petit immeuble commercial au cœur d'Osaka, dans l'ouest du Japon, selon les médias locaux, la police examinant une piste « potentiellement criminelle ». En début de soirée (heure locale), de grands médias japonais parlaient de 24 décès confirmés (14 hommes et 10 femmes, selon la chaîne publique NHK) et de trois personnes réanimées. Le feu, qui a fait rage dans un périmètre restreint, a été signalé peu après 10h15 (01h15 GMT) au troisième étage de l'immeuble et a été éteint au bout d'une demi-heure, a précisé un porte-parole des pompiers.

La Chine compte plus de 1,3 million de stations de base 5G

La Chine a mis en service plus de 1,3 million de stations de base 5G jusqu'à présent, dans le cadre des efforts du pays pour étendre la couverture de son réseau 5G, a indiqué le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MITI). A ce jour, le nombre d'utilisateurs de la 5G en Chine a atteint 497 millions, a fait savoir, le ministre chinois du MITI, Xiao Yangqing.

M'SILA :

Les recherches se poursuivent pour retrouver l'enfant disparu

Les recherches se poursuivent de manière intense pour retrouver Khalil Gouasmia, un enfant autiste âgé de 7 ans, disparu depuis quatre jours dans la localité montagnaise d'El Ghil, dans la commune de Maâdid (M'sila), a indiqué mardi le wali Abdelkader Djellaoui.



Les recherches ont été renforcées par des brigades spécialisées de la Protection civile venues des wilayas limitrophes et appuyées par des

chiens dressés et spécialisés dans la recherche en milieu montagneux et dans les reliefs difficiles, a précisé le même responsable en marge d'une visite

d'inspection de plusieurs projets en cours de réalisation dans les communes de Hammam Dalaâ et M'sila. Le wali a ajouté que des brigades spécialisées dans les recherches relevant de la Protection civile et soutenues par la Gendarmerie nationale et des citoyens ont entamé les recherches, aussitôt l'alerte de la disparition de l'enfant donnée, à travers les régions montagneuses et aux alentours de sa maison familiale. Selon la mère de l'enfant disparu, l'enfant est sorti de la maison durant le match de football opposant l'équipe nationale à l'équipe tunisienne en finale de la Coupe arabe de la Fifa 2021, et aucun membre de la famille ne s'était rendu compte de son absence qu'après un long moment.

RELIZANE :

Neuf blessés dans un accident de la route

Neuf personnes ont été grièvement blessées, dans un accident de la route survenu mercredi dans la commune de Relizane, a-t-on appris auprès de la cellule d'information des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit aux environs de 8 heures au niveau de la route nationale (RN 4) au lieu-dit "Safour" dans la commune de Relizane suite à une collision entre deux véhicules faisant neuf (9) blessés à différents degrés de gravité, âgés entre 9 et 43 ans. Les premiers soins ont été prodigués aux personnes blessées, par les éléments de la Protection civile, avant de les évacuer vers



l'Etablissement public hospitalier "Mohamed Boudiaf" du chef-lieu de wilaya. Selon les services sanitaires, l'état de santé des blessés est "stable". Après avoir reçu les trai-

tements requis, les blessés devront quitter l'hôpital. Les services de Sécurité compétents ont ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident.

MADAGASCAR :

Un naufrage fait au moins 85 morts, principalement des saisonniers

Les victimes venaient de terminer la récolte du girofle et rentraient dans leurs familles pour Noël. C'est un terrible drame. 85 saisonniers malgaches ont trouvé la mort dans un naufrage au nord-est de

l'île, selon un bilan actualisé ce jeudi. Ils venaient de terminer la récolte du girofle et rentraient dans leurs familles pour Noël. Le bateau de transport de marchandises qui a fait naufrage lundi, une em-

barcation en bois de douze mètres de long, n'était pas autorisé à embarquer de passagers mais comptait pourtant 138 personnes à son bord, ont précisé jeudi les autorités maritimes.

TikTok devient le site le plus visité au monde et détrône Google

En 2020, le réseau social chinois n'était qu'en septième position dans le classement des sites les plus populaires au monde. Le règne de Google toucherait-il à sa fin ? Le géant américain est passé en deuxième position dans le classement des sites les plus visités au monde, selon une in-

formation du site américain Cloudflare relayée par Phonandroid. Ces dernières années, le concept de TikTok a séduit de plus en plus d'internautes, en particulier chez les plus jeunes faisant partie de la génération Z, c'est-à-dire ceux nés entre 1997 et 2010. TikTok permet de parta-

ger et regarder de courtes vidéos. Son succès serait en partie dû à son interface mobile très attractif et son concept de partage simplifié de vidéos. Il est en effet très facile de perdre des heures à juste enchaîner les courtes vidéos et rigolotes présentes sur la plateforme.

IRAN :

Deux trains sont entrés en collision à Téhéran, de nombreux blessés



Au moins 22 personnes ont été blessées ce 22 décembre lorsque deux trains, dont l'un à grande vitesse, sont entrés en collision sur la ligne 5 du métro de Téhéran. Un train de banlieue a déraillé ce mercredi 22 décembre sur la ligne 5 du métro de Téhéran faisant au moins 22 blessés. D'après l'agence Tasnim, un blessé se trouve en état très grave. Comme le montre une vidéo réalisée sur place, le train est apparemment entré en collision avec un autre. Cette ligne de 41 kilomètres relie la ville de Golshahr à Téhéran. Les autorités investiguent actuellement les causes de l'accident.

Au moins deux militaires russes meurent sous la neige suite à une avalanche en Ossétie du Sud

Une caserne avec des militaires russes a été ensevelie sous la neige suite à des avalanches en Ossétie du Sud, selon la Défense russe et le ministère sud-ossète des Situations d'urgence. Le phénomène naturel a fait au moins deux morts. Des avalanches, qui se sont produites dans les montagnes caucasiennes en Ossétie du Sud, ont recouvert de neige une caserne avec des soldats des forces armées russes, annoncent ce mardi 21 décembre le ministère russe de la Défense et le ministère sud-ossète des Situations d'urgence. Lors d'une opération de secours, les sauveteurs ont retrouvé deux soldats vivants et deux corps de militaires russes.

CLASSEMENT FIFA : l'Algérie gagne trois places et termine l'année à la 29e place

La sélection algérienne de football, sacrée en Coupe arabe Fifa 2021 au Qatar, a gagné trois places (29e), au dernier classement mondial de la Fédération internationale de football (Fifa) au titre de l'année 2021, publié jeudi sur son site officiel. Au plan continental, l'Algérie s'est hissée à la troisième place, devancée par le Sénégal (20e, inchangé) et le Maroc (28e), en devançant la Tunisie (30e, -1) et le Nigeria (36e, - 10 places).